

enomi azine

10

MANAGEMENT

**PR. DANIEL
ONA ONDO**

CEMAC :
*Table ronde de Paris,
pari réussi.*

+

LES ECHOS DE L'ÉCO

Épouse d'ambassadeur :
Titre ou fonction?

DOSSIER

Transport :
*Un troisième trimestre en basse
altitude.*



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT





**Commandez et
faites vous livrer**

*des fruits et légumes
made in Gabon !*

Pour vous faire livrer, appelez le
077 753 786 ou le **062 650 600**

Le Thon du Gabon

*Dorénavant procurez-vous de
nouvelles variétés de poissons dont
le Thon du Gabon dans nos
différents point de vente.*



AGASA

Pour vous faire livrer, appelez le
077 753 786 ou le **062 650 600**

Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquetteDavy Megnie  Think different**Photographies**

Junior Photographie

Régie publicitaire

Prestige Com Premium

Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Christian BOUA

Griffin ONDO

Tsira

AIMK

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution**À Libreville**

Le Méridien Ré-Ndama

Complexe Life by Mayena

Spa Yacine

La Maison de Lulu

Restaurant L'Exoty's

Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Jean Paul Augé OLLOMO

Brice GOTOA

Anne-Marie JOBIN

Haïlée MD

Aude SHARYS

Aimé-Mannix MONDJOT

Gaël Vianey NDOUTOUME

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



BYE BYE 2020, NOUS NE TE REGRETTERONS PAS !

Il sera retenu dans les annales de l'histoire que l'année 2020 a été un passage à vide pour une grande partie de l'humanité. La pandémie du coronavirus, qui s'est déclarée en Chine dans la ville de Wuhan au quatrième trimestre 2019, a permis à l'Homme de se rendre compte de sa vulnérabilité. Le monde n'a jamais connu une telle crise qui a contraint de nombreux États à voter des lois restrictives en matière de libertés afin de se prémunir de la Covid-19. Des décrets d'institution d'état d'urgence sanitaire et des couvre-feux ont été l'unique réponse des autorités pour infléchir la courbe de la propagation du virus.

Enfermée durant des semaines pour certains et des mois pour d'autres, la terre aura eu son moment de répit par rapport à l'emprise humaine. Quoique selon une communication de l'Organisation des Nations unies faite le 9 décembre 2020, la pandémie n'a en rien influencé durablement le réchauffement climatique. Le risque d'une augmentation de trois degrés supplémentaires d'ici à la fin du XXI siècle reste d'actualité.

Il faut néanmoins reconnaître que presque tous les secteurs ont été à l'arrêt au plus fort de la pandémie entre avril et juillet 2020. Ce qui était pensé comme irréalisable s'est produit : le transport aérien, la circulation routière et des pans entiers du fret ont connu un arrêt pendant une longue période, mais aussi les écoles, les bars et les restaurants. Un black-out total sur l'industrie du divertissement et du spectacle a été décrété. Des mesures spéciales ont été prises visant la pratique du sport et l'organisation des événements sportifs.

La pandémie a contraint les États à la fermeture de leurs frontières, tout comme elle a accentué la pauvreté dans le monde. Selon le rapport bisannuel sur la pauvreté et la prospérité partagée de la Banque mondiale publié le 7 octobre dernier, « la pandémie risque d'entraîner entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année et jusqu'à 150 millions d'ici à 2021, en fonction de la gravité de la récession économique ».

Aussi, la course au vaccin que se livrent actuellement les pays dits développés, démontre à suffisance que face au danger mondial, ils sont dans l'incapacité de proposer une réponse sécuritaire globale. Or, les pays en voie de développement subissent les conséquences du ralentissement économique dû à la crise sanitaire. De ce fait, il leur sera difficile de se procurer un des éventuels vaccins sans avoir recours à l'endettement, dont les enjeux pour certains pays dépassent déjà 70% du PIB. D'ailleurs à ce jour, aucun des vaccins annoncés ne présente des aspects logistiques favorables notamment pour l'Afrique.

L'année 2020 est également celle de la grande tristesse. Si, comparé aux cas de décès liés aux maladies tropicales, au VIH, le chiffre global de 1.695.606 morts suite au Sars-Cov-2 semble moindre, il y a que la charge émotionnelle et psychologique est très importante. De nombreuses personnes devront vivre avec les séquelles et des traumatismes.

Dans l'espoir que 2021 nous apporte tout le bonheur du monde et un retour à la vie, meilleurs vœux ! ●



Séif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire



06

Actualité.

Gabon : La légalisation du mariage coutumier en bonne voie.



10

A la Une.

Pr. Daniel ONA ONDO

Table Ronde de Paris : nous avons fait mieux que ce qui était attendu.

Succès total pour la Table ronde de Paris sur les projets intégrateurs en zone CEMAC. Au lieu des 2 203 milliards de FCFA sollicités, ce sont au total 2 492,6 milliards FCFA qui ont été récoltés à l'issue de cette rencontre organisée du 16 au 17 novembre 2020 dans la capitale française. Dans l'entretien ci-après, Pr Daniel ONA ONDO se réjouit de la réussite de l'opération dont il a été l'un des principaux initiateurs. Le président de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) y voit une preuve de l'attractivité de la sous-région auprès des investisseurs internationaux.

14

Management.

Lancement des chantiers CEMAC :
Certains préalables devraient être réunis.

ACTUALITÉS

- 06 Gabon :** La légalisation du mariage coutumier en bonne voie.
- 07 Intégration :** La ZLECAF en vigueur depuis le 1er janvier.
- 08 Filière bois :** Ali BONGO ONDIMBA annonce la création de 50 000 emplois d'ici à 2025.
- 09 Collectivités locales :** Eugène MBA, nouveau maire de la commune de Libreville.

ENTREPRENEURIAT

- 16 Boris EFOUA ABA'A**
Les pouvoirs publics doivent faciliter l'émergence des champions locaux en agriculture.

DOSSIER

- 20 Transports :**
Un 3e trimestre 2020 en basse altitude.

TRIBUNE

- 26 Gaël Vianney NDOUTOUME**
La Mayonnaise de l'entrepreneuriat peut-elle prendre ?



44

Découverte.

Le Pont en lianes des chutes de Poubara :
L'antre du tourisme dans le Haut-Ogooué.

ENQUÊTE

28 AZUR-Gabon :
Ses anciens agents sur le carreau 11 ans après.

MAIS ENCORE...

32 Julia OUGOUEBANDJA
Une femme pleine d'ambitions.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

34 Tenir ses bonnes résolutions pour la nouvelle année.

SPORT

36 FEGABAB :
Le basket-ball gabonais a élu Willy-Conrad ASSEKO

CULTURE

38 Industrie culturelle :
L'ANPAC est morte en 2020 !

LES ECHOS DE L'ÉCO

40 ÉPOUSE D'AMBASSADEUR :
Titre ou fonction?

DÉCOUVERTE

44 Le Pont en lianes des chutes de Poubara :
L'antre du tourisme dans le Haut-Ogooué.

ZOOM SUR

46 Joann MALONGO :
L'informatique pour passion.

INTERNATIONAL

48 PLANS DE RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID-19 :
Quelles stratégies mises en œuvre par les pays ?



28

Enquête

AZUR-Gabon :
Ses anciens agents sur le carreau 11 ans après.

Actualités



Gabon : La légalisation du mariage coutumier en bonne voie.

●●●●●●●●

Elle faisait déjà l'unanimité, lors de sa présentation il y a quelques mois. La proposition de loi du sénateur Ernest Ndassiguikoula portant reconnaissance légale et fixant le régime juridique du mariage coutumier en République gabonaise est en bonne voie. À la suite du Sénat, l'Assemblée nationale l'a adopté en décembre 2020. Un processus qui devrait très bientôt mettre fin à un bon nombre d'injustices, dont les veuves sont particulièrement victimes.

Pour donner un contenu viable à la proposition de loi portant reconnaissance légale du mariage coutumier en République gabonaise, à la suite des sénateurs, les députés ont mis à profit toutes les composantes de la société. À tour de rôle, durant plusieurs semaines, des notables, juristes, traditionalistes et autres acteurs de la société ont été auditionnés.

Un processus qui s'est achevé le 22 décembre par l'adoption à l'unanimité des députés de la mouture de l'Assemblée nationale. Elle stipule notamment que le montant de la dot ne devrait pas excéder 1.500.000 FCFA, à moins que les parties s'entendent pour le fixer. Les députés ont également

mis l'accent sur le fait que, « le mariage coutumier ne concerne que les unions entre deux personnes de sexes différents dont la femme est nécessairement gabonaise ».

Eut égard aux nombreuses injustices que subissent les femmes mariées à la coutume à la suite du décès de leurs conjoints, la légalisation du mariage coutumier en sonne le glas. D'autres raisons peuvent toutefois expliquer le choix des parlementaires. Porteur de la proposition de loi, le sénateur Ernest Ndassiguikoula relève une exigence d'ordre historique et culturelle. En dépit de l'interdiction de la dot en 1963, les Gabonais n'ont pas arrêté de pratiquer ce legs ancestral.

« Les Gabonais sont attachés au mariage coutumier. Nous ne pouvons pas d'un côté aimer quelque chose et de l'autre la condamner. Cette situation n'est pas tolérable, nous foulons au pied la loi que nous avons nous-mêmes votée. Deux options se présentaient au législateur soit, respecter l'interdiction, soit la reconnaître », explique-t-il.

La juriste Honorine Nze Biteghe précise pour sa part que, « lorsqu'une coutume résiste ainsi, on doit réécrire cette loi ». C'est donc justice faite, non seulement pour toutes les victimes de cette interdiction, mais aussi pour la tradition gabonaise. « Le projet dit que le mariage coutumier est inné dans la tradition gabonaise. La dot est un symbole du passage de la femme de sa famille à celle de son mari, et dire que ça ne produit pas d'effets, ce n'est pas bon », a-t-elle confié.

Dans l'opinion, la satisfaction est perceptible, particulièrement chez les femmes qui se réjouissent de la prise en compte de cette requête faite à cor et à cri depuis des décennies. « Il était temps que la loi reconnaisse le mariage à la coutume. Il y a eu trop de pleurs, trop de cris, trop de vies brisées. Il était temps. Nous encourageons les parlementaires à aller jusqu'au bout de cette légalisation », a exprimé Vanessa M.

Beaucoup reste à faire

Notons toutefois que si cette étape a eu le mérite de créer l'émoi au sein de l'opinion, le processus est loin d'être à son terme. Pour éviter toute confusion, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, a rappelé le processus d'adoption d'un texte de loi : pour le cas du mariage coutumier, les étapes restantes sont la réunion du parlement en commission mixte paritaire pour adopter un texte commun, sa transmission au gouvernement pour amendement ou sa soumission pour avis à la Cour constitutionnelle.

Après ces étapes, la proposition de loi reprendra la procédure d'examen pour son adoption définitive par les deux chambres du Parlement, avant sa promulgation par le président de la République. Pour l'heure, « seules les dispositions prévues par les lois antérieures à cette proposition de loi, notamment les dispositions pertinentes du Code civil relatives au mariage civil, demeurent en vigueur », précise Faustin Boukoubi. ●

E.A.



Intégration : La ZLECAF en vigueur depuis le 1er janvier.



Le vendredi 1er janvier 2021 a été une date mémorable pour bon nombre de pays africains. Pour cause : la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est entrée en vigueur. Ratifiée par 34 pays africains sur 54, elle devrait permettre de booster les échanges entre pays africains sans droits de douane. Une aubaine pour l'émergence de l'entrepreneuriat africain.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Tous les pays africains, à l'exception de l'Érythrée, ont signé l'accord-cadre alors que 34 pays africains, le Gabon y compris, l'ont ratifié sur les 54 États que compte le continent. Qu'à cela ne tienne, pour de nombreux Africains, c'est un pas de géant fait par le continent pour son intégration. Au Gabon, le président de la République a, à juste titre, parlé d'«une date historique». L'entrée en vigueur de la ZLECAF implique une élimination des droits de douane et parallèlement, les barrières pouvant entraver le commerce intercontinental afin de stimuler l'inclusion et croissance économique des pays africains.

De l'avis de certains observateurs, il s'agit du plus grand projet du 21e siècle en Afrique bien que son entrée en vigueur prévue pour juillet dernier ait été retardée à cause de la pandémie de la

Covid-19 et ses contrecoups. L'on parle de zone la plus vaste au monde au regard du nombre de ses États membres avec à la clé, un marché pour une population de plus d'un milliard d'habitants. Quoi de mieux pour booster davantage la croissance d'un continent encore en quête de développement et de compétitivité pour faire face à la concurrence ?

Des obstacles pas insurmontables

Dans un contexte où les échanges intra-africains sont estimés à 16%, le continent noir a tout à gagner avec cette entrée en vigueur. Ceci, d'autant plus que l'accord prévoit la suppression de 90% des droits de douane des lignes tarifaires sur 5 ans pour les pays les plus développés et sur 10 ans pour les autres. Il resterait comme l'a expliqué l'économiste et sociologue Martial Ze Belinga, environ 3% d'échanges frappés par les taxes de douanes. Ce qui pourrait amener les économies africaines, quasiment intégrées à l'économie européenne et de plus en plus portées sur les échanges avec l'Asie, à transformer leurs relations de production.

L'ambition est donc de passer 16% d'échanges intra-africains à 60% d'ici la quinzaine d'années, mais les défis seront nombreux à relever, préviennent déjà les plus avertis. Entre manque d'infrastructures et problèmes sécuritaires dans certaines zones, des obstacles pourraient freiner la dynamique du processus de développement. « Mais précisément aussi, avoir un projet intégrateur, dont on voit que les bénéfices peuvent être mieux répartis et peuvent vraiment bénéficier aux Africains, ça peut contribuer à réduire un certain nombre de tensions et de problèmes », a assuré optimiste, Martial Ze Belinga sur RFI. ●



Collectivités locales : Eugène MBA, nouveau maire de la commune de Libreville.

●●●●●●●●
Banquier, Eugène MBA a été élu, le 29 décembre 2020 au cours d'une session extraordinaire du conseil municipal, maire de la Commune de Libreville. Seul candidat en lice, ce cadre du Parti démocratique gabonais (PDG) remplace à l'Hôtel de Ville de la capitale gabonaise Serge William AKASSAGA OKINDA qui assurait l'intérim après la destitution de Léandre NZUE en septembre 2020.

Le 5e maire adjoint de Libreville, Eugène MBA, candidat unique au poste de maire de Libreville a obtenu 145 voix sur 147, soit 98,63%. Il a été adoubé par la presque totalité des conseillers de la majorité de l'opposition, selon les résultats rendus publics par le gouverneur de la province de l'Estuaire, Marie-Françoise DIKOU MBA.

«Je voudrais tout d'abord adresser au nouvel élu, monsieur Eugène MBA, conseiller municipal du 2ème arrondissement de Libreville, le 29 décembre 2020 maire titulaire de la commune de Libreville, toutes mes sincères et chaleureuses félicitations

pour la confiance qui vient d'être placée en lui, non seulement par son parti le PDG, mais également par l'ensemble des partis de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, et surtout par l'ensemble des conseillers municipaux à l'effet de conduire aux destinées de la commune de Libreville, notre chère capitale politique pour les trois prochaines années», a déclaré Marie-Françoise DIKOU MBA, au sortir du scrutin.

Une élection qui a respecté le principe non écrit de l'alternance de la gestion de la mairie de Libreville entre les communautés Fang et Mpongwè originaire de l'Estuaire. Le nouvel édile de la capitale gabonaise, du haut de ses 78 ans, n'a pas caché sa joie.

« Je voudrais tout d'abord remercier tous les conseillers qui ont bien voulu m'accorder leurs suffrages. C'était vraiment un plébiscite avec 98% des suffrages obtenus. C'est un message que les conseillers m'envoient, un message de cohésion, de bonne collaboration et un message pour assurer les missions pour lesquelles les populations nous ont élus », a confié le nouveau maire de Libreville.

Eugène MBA a été officiellement installé dans ses fonctions, le 4 janvier 2021, et devra donc achever le mandat de cinq ans entamé par Léandre NZUE en 2019. Après 19 mois passés à la tête de la mairie de Libreville, ce dernier est incarcéré depuis le 15 septembre 2020 à la prison centrale de Libreville pour détournement de fonds publics, blanchiment de capitaux, extorsion de fonds, concussion, corruption passive, faux usage de faux...

Les défis d'Eugène MBA

Le nouveau maire de Libreville prend la tête d'une commune qu'il connaît bien. Avant cette élection, il occupait la fonction de cinquième adjoint au maire de Libreville depuis 2019. Il a également été maire du deuxième arrondissement de la commune de Libreville.

Ainsi, sa connaissance des dossiers devrait l'aider à remplir sa mission au

sein de cette collectivité locale « le défi est immense et je compte sur la collaboration des uns et des autres et l'appui du Conseil municipal pour pouvoir réaliser ces différentes missions », a-t-il déclaré.

En effet, les défis du nouveau maire sont nombreux et pas des moindres. Il aura la lourde charge de relever le challenge qui concerne l'amélioration du cadre de vie des populations, la collecte des ordures ménagères, le traitement des déchets, la lutte contre l'insalubrité et la dégradation des voiries urbaines de la capitale.

Autre problématique majeure : la question de désengorgement des grandes artères de la capitale gabonaise, en assurant un entretien des voies secondaires pour lutter contre les embouteillages monstres qui impactent l'activité économique. En clair, Eugène MBA doit redorer l'image de la capitale gabonaise, qui depuis longtemps croule sous le poids des ordures.

Qui est Eugène MBA ?

Eugène MBA est diplômé en gestion financière de l'École des attachés de direction de Paris. Marié et père de huit enfants, il est, de 1981 à 2012, fondé de pouvoir BIPO-BIPG et, à partir de 1992, Sous-directeur de l'Union gabonaise de banque (UGB) du groupe Attijariwafa Bank. Il occupe cette dernière fonction jusqu'en 2012.

Membre du Parti démocratique gabonais depuis 1984, il en intègre le Conseil national en 2003. De 2008 à 2013, il est maire du deuxième arrondissement de Libreville. De 2014 à ce jour, il est conseiller du maire de la commune de Libreville.

De 2013 à 2018, il est président du groupe politique PDG du conseil municipal de Libreville. Son expérience dans le secteur bancaire pourrait être un atout au cours de son mandat. ●

Brice GOTOA

À LA UNE

Management

TABLE RONDE DE PARIS

Nous avons fait mieux que ce qui était attendu

Succès total pour la Table ronde de Paris sur les projets intégrateurs en zone CEMAC. Au lieu des 2 203 milliards de FCFA sollicités, ce sont au total 2 492,6 milliards FCFA qui ont été récoltés à l'issue de cette rencontre organisée du 16 au 17 novembre 2020 dans la capitale française. Dans l'entretien ci-après, Pr Daniel ONA ONDO se réjouit de la réussite de l'opération dont il a été l'un des principaux initiateurs. Le président de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) y voit une preuve de l'attractivité de la sous-région auprès des investisseurs internationaux.



ENOROMI MAGAZINE

La Table ronde visant le financement des projets intégrateurs en zone CEMAC a eu lieu du 16 au 17 novembre à Paris. Pourquoi le choix de la France ?

Pr Daniel ONA ONDO

Merci pour l'opportunité que vous m'offrez pour évoquer sur vos colonnes un des faits marquants de la vie de la Communauté en cette année 2020.

Initialement prévue à Bruxelles, pour l'organisation de cette Table ronde, nous avons dû faire le choix de Paris, compte tenu des restrictions strictes imposées par les autorités belges et de l'UE, non favorables à des réunions de cette ampleur en présentiel.

Par ailleurs, pour saisir l'opportunité du Forum sur la Paix de Paris les 11 et 13 novembre 2020 qui a rassemblé tous les acteurs de la gouvernance mondiale (États, organisations internationales, gouvernements locaux, ONG et fondations, etc.), il était plus opportun d'enchaîner sur place la Table ronde dans la même ville.

Je rappelle que la France est un des partenaires majeurs des pays de la CEMAC sur bien des domaines, notamment économique. Aussi, voudrais-je à nouveau remercier les Autorités françaises, au nom de la CEMAC, pour l'exception qu'elles nous ont accordée en permettant l'organisation de notre Table ronde qui a vu la participation d'une centaine de personnes en présentiel et plus de 400 en visioconférence.

ENOROMI MAGAZINE

Quel a été le bilan de cet événement? Les objectifs ont-ils été atteints ?

Pr Daniel ONA ONDO

Au regard de la qualité des participants et des annonces qui ont été faites, nous pouvons nous féliciter du succès indéniable de la rencontre. Un succès pour la Communauté, pour l'ensemble des acteurs ayant contribué de près ou de loin à la concrétisation de cette volonté des Chefs d'État.

Un portefeuille de 12 projets jugés matures a été constitué pour cette première phase de mise en œuvre des projets du Programme économique

régional (PER). Avant la rencontre de Paris, nous avons déjà bouclé le financement de deux d'entre eux, à savoir, le projet de construction de l'Université inter-États Cameroun-Congo et le projet d'interconnexion énergétique Cameroun-Tchad financé respectivement par le FODEC et par la Banque Mondiale.

Nous sommes allés à la Table ronde pour rechercher 3 365 millions d'Euros. Nous en sortons avec des annonces de l'ordre de 3 800 millions d'Euros. Dans le contexte économique et financier actuel, les objectifs que nous nous sommes fixés ont donc été atteints et je dirais même que nous avons fait mieux que ce qui était attendu. Ce résultat montre que notre sous-région reste très attractive, malgré la situation sanitaire et les défis nombreux auxquels font face les économies des États membres de la CEMAC.

ENOROMI MAGAZINE

Quel est selon vous l'intérêt de tels projets pour les États membres de la CEMAC ?

Pr Daniel ONA ONDO

Pour répondre à votre question, il me paraît utile de rappeler l'ambition des Chefs d'État de faire de la CEMAC « un espace économique intégré, émergent où règnent la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance au service du développement humain à l'horizon 2025 » à travers notamment la mise en œuvre du Programme économique régional (PER) qui consacre des stratégies sectorielles et aussi un portefeuille de 84 projets intégrateurs.

En anticipant les besoins futurs de la CEMAC en infrastructures et en développement humain, la réalisation de ces projets va apporter une réponse adaptée aux problématiques de développement durable, de croissance économique inclusive, et d'approfondissement de l'intégration régionale.

Les projets présentés à la Table ronde, faut-il le rappeler, portent sur les corridors régionaux de transport ; la production et l'interconnexion énergétique ; le marché unique ; la libre circulation des biens, des services et des personnes ; la diversification économique et le capital humain. Et s'inscrivent dans le cadre du Plan de relance communautaire post Covid-19.

ENOROMI MAGAZINE

Que répondez-vous à certaines voix qui mettent en avant les problèmes de viabilité de la dette comme un frein certain à la non-concrétisation des annonces de la Table ronde ?

Pr Daniel ONA ONDO

Il est vrai que la situation de l'endettement de nos États est relevée comme un des défis majeurs des États de la CEMAC dans le contexte économique récessif et sanitaire actuel. Fallait-il pour autant sacrifier l'avenir en croisant les bras et se résoudre à ne pas maintenir nos efforts visant la mise en place des fondements de la croissance inclusive et forte recherchée ?

Les États ont fait le choix de veiller à s'assurer un cadre macroéconomique viable, mais aussi à penser à l'avenir en pérennisant les efforts d'investissement. Cela, avec le concours du secteur privé à travers notamment des PPP. Pour tenir compte de cette problématique de la dette, nous avons donc axé notre offre sur les financements de type PPP et privilégier les financements de type concessionnels.

Le plus important pour nous, c'est persévérer dans la mise en œuvre de bonnes réformes, celles à même de garantir une croissance inclusive et durable, propice à la création des emplois et à la lutte contre la pauvreté.

Nous avons voulu transmettre aux bailleurs et partenaires de notre Communauté, notre foi en l'avenir en suscitant la prise de risques dans la mise en œuvre des investissements structurants en Afrique Centrale.

Les États jouent un rôle central dans ce processus, puisque ce sont eux qui vont s'engager auprès des investisseurs et des partenaires techniques et financiers. Nos États seront représentés dans le Comité qui sera mis en place et pourront ainsi suivre de bout en bout la mise en œuvre des projets intégrateurs.

ENOROMI MAGAZINE

Neuf mois après l'arrivée de la pandémie de la Covid-19 dans la sous-région, comment se portent les économies des États de l'Afrique centrale à ce jour ?

Pr Daniel ONA ONDO

Les effets de la pandémie de la Covid-19, exacerbés par la chute des termes de l'échange et des défis sécuritaires, vont faire plonger la zone CEMAC en récession en 2020 de l'ordre de -3,1% avant de connaître, nous l'espérons, un rebond en 2021. Nos pays émergeaient à peine de la crise née de la chute des prix du pétrole de 2014. Les gains durablement acquis à la suite de la mise en œuvre de la stratégie régionale de sortie de crise décidée par la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC tenue en décembre 2016 à Yaoundé ont été presque effacés.

Sur le plan social, il est évident que le recul de la croissance économique a entraîné une aggravation de la pauvreté. Par ailleurs, la pandémie a mis à rude épreuve les acquis de la libre circulation des biens et des personnes dans notre espace communautaire. Pour freiner la propagation de la pandémie, il était nécessaire de restreindre les mouvements de personnes. Toutefois, nous avons pris des mesures pour préserver l'essentiel dans ce domaine.

Force est de reconnaître que la restauration des mesures de reconfinement en Europe notamment est de nature à compromettre nos espoirs de reprise rapide en 2021.

La situation économique nous interpelle sur l'urgence nécessaire de s'attaquer à la cause véritable de la faible diversification et de la forte dépendance de nos économies du pétrole. Cela passe par une mise en œuvre plus vigoureuse des réformes pertinentes visant à rendre nos économies plus résilientes en s'appuyant sur le secteur privé. Cette orientation de politique économique impose des actions fortes pour restaurer un cadre macroéconomique viable et améliorer de manière significative le climat des affaires en général et particulièrement de la sécurité juridique.

C'est dans cette direction que sont orientés les plans de relance en cours au niveau national et à l'échelle communautaire.

ENOROMI MAGAZINE
Certains États comme le Gabon tablent sur une croissance de 2 à 3% en 2021. Est-ce réaliste ?



Pr Daniel ONA ONDO

Les prévisions de croissance dépendent essentiellement des hypothèses retenues dans les cadrages macroéconomiques et les modèles utilisés dans cet exercice. Il est donc important, dans cette démarche, de veiller au réalisme et à la crédibilité des hypothèses retenues.

Le Rapport définitif sur la surveillance multilatérale 2019 et perspectives pour 2020 et 2021, nous révèle que l'économie gabonaise enregistrerait une récession de 1,7% en 2020 et, toute chose égale par ailleurs, une croissance un peu plus forte. Il faut y percevoir dans ces perspectives la montée en puissance des résultats des efforts de diversification entrepris depuis quelques années par les autorités gabonaises. Cependant et comme je l'ai dit plus haut, il faut espérer que l'évolution de l'économie mondiale, dont on sait qu'elle pourrait pâtir à nouveau de la restauration des

mesures de confinement, n'impacte pas négativement ces prévisions optimistes.

C'est cet optimisme qui m'habite en cette fin d'année 2020, car je suis convaincu que le monde en général et notre espace communautaire en particulier, vont s'en sortir des difficultés sanitaires et économiques dans lesquelles nous sommes empêtrés. Pour cela, il faut rester prudent et respecter strictement les mesures barrières, encourager et s'atteler à l'acquisition des vaccins contre la Covid-19, et surtout ne pas baisser la garde dans nos efforts de réformes structurelles pour rendre nos économies moins dépendantes des chocs extérieurs, et lutter efficacement contre la pauvreté et la précarité qui touchent une frange non négligeable des populations de la zone CEMAC. ●

*Propos recueillis par
Griffin ONDO*



LANCEMENT DES CHANTIERS CEMAC

Certains préalables devraient être réunis

Secrétaire permanent du Programme des réformes économiques et financières de la CEMAC (PREF-CEMAC), le Pr Michel Cyr DJIENA WEMBOU se réjouit de ce qu'au terme de la table ronde de Paris les montants annoncés aient été supérieurs aux besoins exprimés en vue du financement des projets intégrateurs de la sous-région. Il n'indique pas moins que la concrétisation de ces promesses de financement et donc le lancement effectif des chantiers dépend de l'engagement des États auprès des investisseurs et des partenaires techniques et financiers.

ENOROMI MAGAZINE
Vous avez été une des chevilles ouvrières de l'organisation de la Table ronde des bailleurs pour le financement des projets intégrateurs prioritaires. Plus 2 492 milliards de FCFA, c'est bien la somme promise par les potentiels investisseurs. Cette enveloppe sera-t-elle disponible dans

les délais ? Quand est-ce que les chantiers seront lancés, et quelles pourraient être leurs années de livraison ?

Pr Michel Cyr DJIENA WEMBOU
Je vous remercie pour cette occasion que m'offrez pour m'exprimer à travers les colonnes de votre Magazine.

Le Copil du PREF CEMAC n'a pas été le seul acteur dans l'organisation de la Table ronde. Le succès de la Table a été rendu possible par le rôle déterminant de la Commission de la CEMAC et aussi de l'accompagnement dont nous avons bénéficié de la BAD. Les résultats de la Table ronde, c'est aussi parce que les investisseurs croient en nos pays, en nos

PROJETS INTEGRATEURS CEMAC



atouts et en la volonté des Décideurs de transformer durablement nos économies.

Les montants annoncés sont en dépas-
sement par rapport aux besoins.

La première phase de réalisation de pro-
jets du PER est étendue sur la période
2021-2025. Les financements devraient
être étalés sur cette période. Nous
sommes confiants quant à la mobilisa-
tion desdits financements. Aussi, nous
revient-il, avec les Etats qui en sont béné-
ficiaires, de nous atteler très rapidement
à transformer l'essai.

Les étapes qui suivent les annonces
d'une table ronde sont en général clas-
siques. Nous allons juste les mettre en
application. Il faudra confirmer les inten-
tions et faire signer par les Etats des en-
gagements.

Les experts de la Communauté réunis
dans le cadre d'un Comité ad hoc « Com-
mission-BDEAC-PREF CEMAC » auquel

sont naturellement associés ceux des
Etats ont commencé à travailler depuis
le 28 décembre 2020 sur la base des
standards requis, à la concrétisation des
annonces. Cela passe également par la
confirmation des intentions, la réaffirma-
tion de ces projets au titre des priorités
des Etats et ensuite des négociations
avec les investisseurs et bailleurs pour
finaliser la structuration financière des
projets.

Concernant le lancement des différents
chantiers, la réalité est que certains pré-
alables devraient être réunis. Première-
ment que les principales annonces
soient concrétisées par la signature de
convention entre les parties prenantes
et surtout que le cadre légal d'exécution
de la commande publique dans les pays
concernés soit respecté. Sans me hasar-
der à avancer une date, nous espérons
que les premiers appels d'offres seront
lancés au cours du premier semestre de
2021. Nous restons mobilisés avec nos
partenaires pour concrétiser dans les
délais les meilleurs des annonces comme
le souhaitent les très hautes autorités et
les populations de la Communauté.

Pour conclure sur cette question, les
Etats jouent un rôle central dans ce pro-
cessus, puisque ce sont eux qui vont
s'engager auprès des investisseurs et
des partenaires techniques et financiers.

ENOROMI MAGAZINE

**Quand est-ce que les chantiers se-
ront lancés, et quelles pourraient
être leurs années de livraison ?**

Pr Michel Cyr DJIENA WEMBOU

En ce qui concerne le lancement des dif-
férents chantiers, il est important que

certaines préalables soient réunis. Pre-
mièrement que les principales annonces
soient concrétisées par la signature de
convention entre les parties prenantes
et surtout que le cadre légal d'exécution
de la commande publique dans les pays
concernés soit respecté. Nous espérons
que les premiers appels d'offres seront
lancés dans les brefs délais. Je ne saurai
avancer une date, mais nos très hautes
Autorités gardent un œil regardant sur
le processus et veulent voir se terminer
rapidement cette phase.

En ce qui concerne les livrables, il serait
hasardeux de donner une date précise,
mais je puis vous rassurer qu'avant la fin
de l'année 2025, plusieurs de ces projets
auront déjà vu le jour. Je rappelle tou-
tefois que certains d'entre eux dont les
financements sont bouclés vont entrer
dans la phase de démarrage très rapi-
dement. ●

*Propos recueillis par
Christian BOUA*

Entrepreneuriat Interview

BORIS EFOUA ABA'A

Les pouvoirs publics doivent faciliter l'émergence des champions locaux en agriculture.

L'adéquation formation-emploi est au cœur des réformes scolaires au Gabon. L'ambition des autorités est de faire correspondre les offres de formation avec les attentes du marché de l'emploi. Jeune entrepreneur gabonais dans le domaine de l'agriculture, Boris EFOUA ABA'A en est l'exemple type. Ingénieur agricole, après ses études, ce compatriote a choisi de s'investir dans l'élevage porcin en créant Agri Business Activities (ABA). Une entreprise ayant écoulé plus de 5000 kg de viande porcine en 2020.

ENOROMI MAGAZINE :
Qui est EFOUA ABA'A Boris ?

Boris EFOUA ABA'A
Je suis un jeune Gabonais, agriculteur et entrepreneur, fondateur, manager et promoteur du projet d'entreprise Agri Business Activities (ABA).

J'ai grandi en milieu agricole avec des parents aux activités diverses en agriculture. Il a fallu l'obtention de mon baccalauréat pour que je quitte les miens. Nantis, d'un Baccalauréat scientifique, je me suis engagé dans un cycle d'ingénierie agricole, notamment à l'Institut polytechnique rurale de formation et de la recherche appliquée (IPR/IFRA) de Katibougou au Mali, dont je suis diplômé en zootechnie.

ENOROMI MAGAZINE : **Qu'est - ce qui vous a conduit dans le monde agricole ?**

Boris EFOUA ABA'A
Contre ma volonté, je dirai l'environnement. Le fait de côtoyer la réalité agricole au quotidien, le fait de sacrifier mon temps de distraction d'enfant pour l'agriculture, le fait de subir tant de raillerie à cause de nos activités agricoles, etc. sont un lot d'éléments qui ont développé mon questionnement et suscité l'envie d'y faire quelque chose en agriculture. Même si je ne savais pas encore quoi faire concrètement dans l'agriculture à ce moment-là.

Aussi, après mes études, j'ai commencé mes activités professionnelles



au sein de la structure familiale. À la suite d'une meilleure connaissance du milieu, j'ai décidé de faire évoluer mes ambitions. Je me suis lancé dans l'aventure entrepreneuriale afin de matérialiser ma vision de l'agriculture à travers le projet d'entreprise Agri Business Activities (ABA). Une startup agropastorale, qui fait dans l'élevage porcin, la production de cochons charcutiers et carcasses de viande porcine, le conditionnement de la viande de porc en barquette de viande porcine et la cuisson des méchouis de porc.

ENOROMI MAGAZINE : Vous avez créé Agri Business Activities en quelle année ? Quel objectif souhaitez-vous atteindre ?

Boris EFOUA ABA'A
ABA est une initiative qui a suscité notre engagement total dès avril 2015 pour naître concrètement en janvier 2018. Notre objectif est de faciliter la visibilité, l'accessibilité et le coût de la viande fraîche dans l'optique de développer l'industrialisation de la viande au Gabon.

ENOROMI MAGAZINE
Où avez-vous trouvé les ressources nécessaires pour lancer votre activité ?

Boris EFOUA ABA'A : Pour concrétiser le projet Agri Business Activities nos ressources sont de sources diverses. Chacune est un fragment indispensable à l'origine de la réalisation de

notre projet. Tant sur le plan de renforcement de capacité, de formation, de financement, de matériel ; etc.

Nous pouvons citer :

- Institut gabonais d'appui au développement (IGAD), qui nous a permis d'avoir du matériel d'élevage porcin (Bâtiment, petits matériaux, etc.) ;
- Programme YALI (Young African Leadership Initiative) au CRL YALI Dakar en Business and Entrepreneurship qui m'a permis de connaître qui je suis et ce que je peux faire en leadership des affaires ;
- Programme TEEP (Tony Elumelu Entrepreneurship Programme) de Tony Elumelu Fondation qui a amplifié nos

compétences en entrepreneuriat et nous a permis d'avoir un capital d'amorçage (démarrage) ;

- Programme NEYAT du CORAF/WE-CARD qui nous a renforcés en capacité dans l'importance du développement de l'Agri Tech.
- Et bien d'autres.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont les principaux secteurs d'activité d'Agri Business Activities ?

Boris EFOUA ABA'A

Les principaux secteurs d'activité d'ABA sont : l'élevage porcin, l'agroalimentaire et la commercialisation des produits agricoles. La production, à travers l'élevage porcin. La transformation, à travers le conditionnement de la viande de porc. Et la commercialisation, à travers l'accessibilité des barquettes de viande de porc.

Pour le moment, nous pratiquons une agriculture spécialisée en production animale à savoir l'élevage porcin. La technologie exploitée est biologique. Celle-ci consiste à produire avec le maximum d'intrants biologiques pour un produit sain accessible au grand nombre.

ENOROMI MAGAZINE

Une entreprise de production, transformation et commercialisation des produits agricoles (animaux, végétaux et dérivés). Comment cela se matérialise-t-il au quotidien ?

Boris EFOUA ABA'A

Le quotidien de ce genre d'entreprise est comme dans toutes les autres entreprises. Le secret est l'équipe mise en place pour faire fonctionner le système. Chez Agri Business Activities, les activités sont réparties entre deux équipes. Les producteurs (l'équipe sur le site d'élevage) et les vendeurs (l'équipe de transformation et de commercialisation). Les producteurs assurent la disponibilité des produits et les vendeurs garantissent la rentabilité de l'activité.

Pour le moment, nous pratiquons une agriculture spécialisée en production animale à savoir l'élevage porcin. La technologie exploitée est biologique. Celle qui consiste à produire avec le maximum d'intrants biologiques pour un produit sain accessible au grand nombre.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont vos produits phares ? Où peut-on les avoir ?

Boris EFOUA ABA'A

Notre produit phare est la barquette de viande de porc. Disponible via notre initiative «Boucherie en Ligne». Il est possible de commander des barquettes de viande via les canaux digitaux possibles. Notamment, sur nos réseaux sociaux : Facebook, LinkedIn, Instagram, Twitter, WhatsApp.

ENOROMI MAGAZINE

Agri Business Activities emploie combien de personnes aujourd'hui ? De quelle nationalité sont-ils ?

Boris EFOUA ABA'A

Aujourd'hui, Agri Business Activities se veut une initiative des jeunes gabonais afin de valoriser la collaboration, le savoir-faire et le travail effectué par la jeunesse gabonaise. Le projet emploie sept jeunes Gabonais.

ENOROMI MAGAZINE

Est-il possible d'avoir une idée des résultats d'une année de votre entreprise ?

Boris EFOUA ABA'A

En 2020, Agri Business Activities a produit près de 5000 kg de viande porcine, envoyé près de 100 têtes de porc à l'abattoir et a satisfait au moins 200 ménages à acquérir de la viande de porc.

ENOROMI MAGAZINE

Comment appréhendez-vous aujourd'hui l'écosystème entrepreneurial au Gabon ? Partant du secteur de l'agriculture ?

Boris EFOUA ABA'A

L'écosystème entrepreneurial au Gabon est en éveil. La qualité des discours, les solutions et innovations proposées et les initiatives mises en place par les autorités locales montrent que la question de l'entrepreneuriat est au cœur du développement des activités locales.

Pour le secteur de l'agriculture, les autorités agricoles mettent en place beaucoup d'initiatives d'aucuns diront que ce n'est pas assez. Moi, je dirai que les choses se font avec lourdeur en ce qui concerne la jeunesse. Les jeunes au Gabon ne comprennent pas encore l'enjeu de l'engagement agricole. Beaucoup s'y essaient et très peu respectent cet engagement.

ENOROMI MAGAZINE

Il y a une course vers l'autosuffisance alimentaire qui est engagée dans les discours des pouvoirs publics. Que faut-il et à quel délai le Gabon peut-il atteindre cet objectif ?

Boris EFOUA ABA'A

Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire au Gabon, il faut un engagement significatif et massif de la jeunesse dans la chaîne de valeur agricole. Pour initier cet engagement massif, les pouvoirs publics doivent faciliter l'émergence des champions locaux en agriculture. Ce qui va permettre à la jeunesse d'avoir des modèles et susciter des engagements significatifs. Mais aussi, de développer plus de facilités, en termes de financement afin d'atténuer les difficultés pour les nouveaux agriculteurs.

Une politique réussie d'incitation massive des jeunes en agriculture peut nous amener vers l'autosuffisance alimentaire en moins de 30 ans.

ENOROMI MAGAZINE

Il a été décidé de la création par l'État des pôles agricoles prioritaires. Pensez-vous qu'à terme cette ouverture aux capitaux, y compris étrangers, permettra réellement accélérer l'essor agricole du Gabon ?

Boris EFOUA ABA'A

Je pense que l'ouverture aux capitaux, surtout aux capitaux étrangers, va permettre d'accélérer l'essor agricole du Gabon. Les échanges technologiques, culturels et de compétences sont à l'origine de beaucoup d'élan de transformation et de développement.

Pour ma part, la bonne question est : «qui est le véritable bénéficiaire de cette ouverture aux capitaux, surtout aux capitaux étrangers, pour l'essor agricole du Gabon ?» Sur certains plans (économique, social, politique, etc.), le citoyen gabonais ne va pas tirer profit de ces initiatives dans l'immédiat. Le grand bénéficiaire reste l'investisseur étranger. Pour une initiative de cette envergure, il faut s'assurer de l'engagement agricole de la communauté locale. Et notre engagement agricole est encore quasi inexistant.

ENOROMI MAGAZINE

Le « retour à la terre » reste une équation insoluble. Comment convaincre les populations à y adhérer ?

Boris EFOUA ABA'A

Cet adage vieux et connu de tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture reste vrai aujourd'hui. «La terre ne ment pas». Donnez-lui avec du cœur, elle vous rendra avec honneur.

Faites de votre retour à la terre une mission avec des objectifs et non une punition par manque d'activité. L'agriculture est le secteur d'activité à l'origine de l'équilibre social. Il lutte contre la pauvreté, le chômage, la famine, la malnutrition, la maladie, le manque de distraction, etc.

Mettez-vous à pratiquer l'agriculture parce que vous avez une vision à matérialiser. Pour cette vision, acceptez de vivre difficilement chaque épreuve, car votre plus grande réjouissance se manifesterà lorsque vous contemplez la raison initiale de votre engagement, la matérialisation de votre vision. ●

*Propos recueillis par
HAÏLÉE M.D.*



Dossier



Par Griffin ONDO



TRANSPORTS

UN 3E TRIMESTRE 2020 EN BASSE ALTITUDE.

Depuis la survenue de la pandémie du coronavirus, les chiffres des compagnies aériennes volent bas. Les chiffres du compilés par la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF) en fin septembre 2020 en disent long sur la morosité du transport aérien, mais ne cachent pas non plus la réalité des 8 millions de passagers transportés par les sociétés publiques de transport en commun. Dans ce contexte particulièrement difficile, deux opérateurs ont néanmoins sur tirer leur épingle du jeu : Setrag que le transport des marchandises par voie ferrée n'a jamais déçu, et GSEZ dont le port, à Owendo, à enregistré de belles performances au terme du 3e trimestre de l'année écoulée.

ÉTAT DES LIEUX EN FIN SEPTEMBRE 2020

La pandémie du coronavirus n'a épargné presque aucun pays du globe. L'économie mondiale s'est vue fortement impactée comme rarement auparavant. En dépit des efforts des autorités, le Gabon n'en mène pas large face au phénomène qui a quasiment réduit à néant les sacrifices consentis à la suite de la crise pétrolière de fin 2014. L'économie gabonaise continue en effet de subir les effets de la pandémie venue de Chine.

« Dans l'ensemble, la situation au terme des neuf premiers mois reste fragile avec de nombreuses activités en baisse, notamment dans le secteur secondaire et surtout les services. Néanmoins, on enregistre une remontée des volumes de production et des ventes sur de nombreuses filières au cours du troisième trimestre par rapport au second. Concernant le secteur tertiaire, on observe de bonnes performances dans les transports ferroviaires et maritimes avec une hausse des volumes de 27,2% et 26,7% respectivement, malgré la morosité du transport aérien », relève la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF).

LE TRANSPORT TERRESTRE. LE PUBLIC EXPLOSE SON RECORD

L'évolution de ses principaux indicateurs en témoigne. À fin septembre 2020, la branche du transport terrestre a affiché des résultats jugés appréciables. La DGEPF note en effet que le parc automobile mis en exploitation a très fortement progressé chez les compagnies publiques. Le lancement des activités de la nouvelle société de transport Trans'Urb y est pour beaucoup. Le parc est ainsi passé d'une moyenne de 30 véhicules (taxi, bus et autobus) en 2019 à 113 véhicules en moyenne sur la même période en 2020.

Tendance haussière également pour le nombre de passagers transportés dont le record a été explosé au terme du 3e trimestre. Ainsi, les passagers acheminés par les transports publics ont vu leur nombre croître de plus de 370% à 8 millions de personnes contre 1,7 million une année auparavant.

Toutefois, bien que cette performance surprenne, celle-ci ne s'est pas traduite par une meilleure santé des finances, ni pour la Société gabonaise de transport terrestre (Sogatra) ni pour Trans'Urb. D'autant plus qu'en lançant les activités de Trans'Urb au plus fort de la pandémie de la Covid-19, l'État avait décidé d'instaurer la gratuité du transport urbain durant cette période de crise sanitaire pour tous les usagers du Grand Libreville.

Évolution de l'activité transport terrestre

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var 20/19
Parc automobile en exploitation	23	23	150	164	30	113	276,7%
Bus*	11	11	124	145	17	94	443,0%
Taxi*	12	12	26	19	13	19	38,7%
Passagers transportés (x1000)	568	568	2 576	4 948	1 719	8 092	370,6%
Bus	568	568	2 575	4 948	1 710	8 091	373,3%
Taxi	0	0	1	0	9	1	-88,7%

Source: Sogatra, TransUrb, * moyenne sur la période Enquête DGEPF

LE TRANSPORT AÉRIEN. ÇA NE DÉCOLLE TOUJOURS PAS.

C'est sans conteste le secteur qui a le plus pâti de la pandémie de coronavirus. Comme tous les autres secteurs, le transport aérien a été paralysé par la crise sanitaire qui perdure et les mesures barrières édictées par la totalité des États du monde pour freiner sa propagation.

Au Gabon, ce secteur a connu une baisse importante de son activité du fait de l'arrêt du transport de passagers sur les deux réseaux (national et international) au mois de mars.

À fin septembre 2020, malgré une reprise progressive des activités, les mouvements commerciaux des avions ont chuté de 55,7%, le nombre de passagers de 66% et le volume fret de 5% comparé à 2019 à la même période, informe la DGEPEF.

La même administration, dans sa Note de conjoncture, observe, « en glissement trimestriel », un relèvement de l'activité à partir du troisième trimestre qui fait suite à la reprise des vols commerciaux des passagers au départ et à l'arrivée des aéroports du pays à partir du 11 juillet, à raison de 2 vols hebdomadaires par compagnie.

Évolution de l'activité transport aérien

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements avions commerciaux	3 771	3 302	611	1199	1 541	5 112	-55,7%
Réseau domestique	1 216	1 087	257	509	4 102	1 853	-54,8%
Réseau international	2 555	2 215	354	690	7 439	3 259	-56,2%
Passagers	204 795	155 917	2 6 387	41 556	588 710	203 860	-65,4%
Réseau domestique	39 803	33 253	1 568	5 981	119 202	40 802	-65,8%
Réseau international	134 118	101 898	4 494	34 408	397 724	140 800	-64,6%
Transit	30 874	20 766	325	1 167	71 784	22 258	-69,0%
Volume du fret (en tonnes)	3 716	3 257	2 831	3 152	9 726	9 240	-5,0%
Réseau domestique	164	214	84	91	469	389	-17,1%
Réseau international	3 552	3 042	2 747	3 061	9 257	8 850	-4,4%

Source: ADL



LE TRANSPORT FERROVIAIRE. SETRAG A MISÉ SUR LA MARCHANDISE.

Parmi les rares gagnants du secteur des transports, malgré la crise sanitaire, la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag) est parvenue à tirer son épingle du jeu. L'activité ferroviaire a une nouvelle fois consolidé ses performances au regard de l'évolution de ses principaux indicateurs.

En effet, malgré une baisse importante du nombre de passagers transportés (-58,4%) pour cause d'interdiction de

déplacements au départ du Grand Libreville dans le cadre des mesures barrières de lutte contre le Covid-19, cette branche d'activité a enregistré une hausse de 27,2% de volume global des marchandises acheminées par rails, soit 6,7 millions de tonnes. Pour la DGEPEF, la bonne tenue du trafic manganèse (90% du total) en est la principale raison.

Sur le plan commercial, les différentes prestations ont généré un chiffre d'affaires de 66 milliards de FCFA, en hausse de 13,8% par rapport à la même période en 2019.

Évolution de l'activité du transport ferroviaire

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre de passagers	77 078	59 303	0	42 456	244 842	101 759	-58,4%
Volume global des marchandises (en Tonnes)	1 921 642	1 956 138	2 440 477	2 272 444	5 243 410	6 669 059	27,2%
Grumes	73 736	91 977	116 119	93 677	304 738	301 773	-1,0%
Bois débités	3 700	4 720	3 258	2 925	14 540	10 903	-25,0%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	20 314	16 968	26 153	18 758	52 447	61 879	18,0%
Manganèse	1 725 869	1 745 904	2 200 650	2 067 375	4 522 741	6 013 929	33,0%
Produits C2M	15 692	11 063	13 283	9 202	61 386	33 548	-45,3%
Produits pétroliers	14 617	17 262	17 908	18 541	50 349	53 711	6,7%
Autres marchandises	67 714	68 244	63 106	61 966	237 209	193 316	-18,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 057	20 652	22 740	22 625	58 021	66 017	13,8%

Source: SETRAG

LE TRANSPORT MARITIME. DE BELLES PERFORMANCES POUR OLAM GSEZ

Au 30 septembre 2020, l'activité portuaire dans les quais gérés par Olam GSEZ, à Owendo, a raffermi ses performances. En effet, le volume global de marchandises

manipulées a connu une hausse de 26,7% à 4,1 millions de tonnes, comparativement à la même période en 2019. Parallèlement, les mouvements des bateaux ont progressé de 11,8%. Dans le même temps, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 32,5% à 57,8 milliards de FCFA sur la période sous revue. La masse salariale a augmenté de 6,9% pour des effectifs en retrait de 8,3%.



Évolution de l'activité portuaire (GSEZ Port)

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements des bateaux	63	52	56	53	144	161	11,8%
Volume global des marchandises (en Tonnes)	1 455 066	1 229 565	1 427 330	1 476 863	3 263 179	4 133 758	26,7%
Manganèse	1 108 938	960 138	1 175 749	1 114 309	2 170 328	3 250 196	49,8%
Autres marchandises	346 128	269 426	251 581	362 554	1 092 850	883 561	-19,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	24 120	16 853	20 853	20 115	43 642	57 821	32,5%
Effectif permanent (nombre d'agents)	511	511	500	473	516	473	-8,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 583	1 597	1 915	2 103	5 252	5 615	6,9%

Source: GSEZ-Cargp, GSEZ-MT

Le Groupe Ecobank remporte des trophées décernés par EMEA Finance, The Banker et Global Finance

Lomé, le 2 décembre 2020 – Le premier groupe bancaire panafricain, Ecobank, a remporté des trophées décernés par EMEA Finance, The Banker et Global Finance.

- EMEA Finance a remis cette année à Ecobank le Trophée panafricain de l'Inclusion financière, et lui a décerné le titre de 'Meilleure Banque' au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Gabon, en Gambie, en Guinée, au Liberia, au Mali et au Tchad.
- Ecobank a reçu le Trophée Banque de l'année 2020 en Afrique (prix régional) et Banque de l'année pour ses filiales au Gabon, en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Togo, décernés par The Banker.
- Le prix de 'Gestion de crise remarquable – Finance et Affaires' a été octroyé à Ecobank par Global Finance.

Ade Ayeyemi, Directeur général du Groupe Ecobank, a précisé : « Le Groupe Ecobank est reconnu depuis longtemps comme un pionnier et nous sommes fiers de jouer un rôle majeur dans le domaine de la banque numérique, de l'inclusion financière, et du développement économique et social grâce à notre approche multicanale. Ces nouvelles distinctions sont le résultat du travail acharné des Ecobanquiers à travers le groupe ainsi que des relations fructueuses et durables avec nos différents acteurs et partenaires. Elles confirment l'efficacité de notre stratégie et notre impact sur les entreprises et la vie des gens en Afrique subsaharienne ».

« Notre modèle de banque unique, selon lequel nous développons nos produits, services et solutions de manière centralisée pour les distribuer localement, apporte aux particuliers, aux entreprises, aux grandes sociétés et au secteur public en Afrique des solutions bancaires pratiques, abordables et sécurisées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. À présent, nous faisons de notre activité de paiement un catalyseur du commerce et un instrument de paiement à travers toute l'Afrique », a-t-il ajouté.

Parmi les produits, services et solutions bancaires et les initiatives du groupe pour la communauté qui ont influencé les décisions des juges, on peut citer l'appli Ecobank Mobile ; l'ouverture de compte Xpress aux vérifications allégées qui favorise l'inclusion financière ; Ecobank Pay, la solution de paiement QR numérique sans contact, l'expansion rapide du réseau de Points Xpress, les prêts Xpress exclusivement numériques. Ces éléments s'ajoutent aux retraits par jeton électronique ; aux nouvelles plateformes de banque par Internet, telles que Ecobank Online pour les particuliers, Omni Lite pour les entreprises et Omni+ pour les grandes sociétés ; à l'évolutivité de l'écosystème et des plateformes numériques de Ecobank ; et aux initiatives du groupe visant à aider les personnes, les communautés, les entreprises, les autorités sanitaires et les gouvernements durant la pandémie de Covid-19.

Ces nouvelles distinctions s'ajoutent aux trophées récemment décernés au Groupe Ecobank, notamment :

- African Banker (EMEA Finance)
- Banque la plus innovante d'Afrique (Global Finance)
- Banque africaine de l'année (African Banker)
- Meilleure banque d'Afrique en matière de responsabilité sociale d'entreprise (Euromoney)
- Trophée de l'Innovation dans les services financiers (African Banker)



Tribune

La Mayonnaise de l'entrepreneuriat peut-elle prendre ?

Le New York Forum for Africa aurait été une grande première au Gabon dans le domaine de la promotion de l'initiative privée. Mais cette grande messe a certainement marqué les prémices d'une vision nouvelle dans l'inconscient de citoyens noyés dans la pensée unique de la rente depuis plus d'un demi-siècle. L'esprit entrepreneurial qui jusque-là apparaissait comme une idée lointaine dans l'esprit des jeunes gabonais habitués à l'État-providence certaine, commençait son bonhomme de chemin.

Avec l'avènement de la politique de l'Émergence qui met au centre de son action l'investissement privé, on assiste à une émulation de l'entrepreneuriat au Gabon. Agents, cadres moyens et hauts cadres du secteur privé, fonctionnaires de toutes les catégories confondues s'y sont mis.

Une certitude demeure : le cadre macro-économique apparent offre des opportunités réelles aux Gabonais pour entreprendre dans leur propre pays.

Grâce aux nombreuses richesses de son sous-sol, le pays a toujours bénéficié d'une manne financière sans égale dans la sous-région. Aujourd'hui, cette réalité ne tient plus. Les temps ont changé. D'abord, le changement de paradigme. La vision du Gabon Émergent prônée par le Président Ali Bongo Ondimba s'inscrit à l'opposé de celle de son prédécesseur Omar Bongo Ondimba. Puis, la crise pétrolière de 2014 et ses effets néfastes sur l'économie des pays producteurs africains ont terriblement secoué asséchée les finances publiques, au point où l'initiative privée devient la seule alternative.

Dès son arrivée à la tête de l'État, le Président marque un schisme avec le modèle rentier à travers son projet de société, « L'Avenir en confiance », qui met en avant l'entrepreneuriat comme réponse à un fort taux de chômage - surtout celui des jeunes -. En plein milieu de son premier mandat, une politique de promotion de l'entrepreneuriat est lancée, il engage le pays sur une réelle politique d'industrialisation afin de booster la diversification de l'économie. Aussitôt, l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI) est mise en place avec pour missions principales d'attirer les investisseurs, faciliter les affaires, dont la création d'entreprises, mais surtout promouvoir l'entrepreneuriat local. Puis le Grand Prix de l'Excellence. Il s'agit d'une compétition, une première au Gabon, dans laquelle tous les Gabonais de 18 à 40 ans sont invités à présenter un projet d'entreprise ; au-delà de plusieurs enveloppes, les 15 meilleurs projets bénéficieront d'une cagnotte de 30 millions de FCFA. Des jeunes de tous les horizons du pays participent.

Selon l'organisateur, Junior Achievement, une ONG américaine avec plus de 100 ans d'expérience dans le domaine. Les résultats sont étonnants. Plus de 1400 candidatures sont soumises à l'équipe d'organisation de la dite compétition. De nombreux compatriotes se sont découverts un don dans le business.

De nombreuses décisions et initiatives se sont ajoutées aux compétitions. Notamment, la révision de la journée de travail qui débute désormais à 7h30 et se clôture à 15h30 avec une pause de 30 minutes à par-

tir de 13h, permettant ainsi aux uns et aux autres de pouvoir vaquer à des occupations personnelles, telle que monter sa propre affaire ou gérer son entrepôt en fin d'après-midi jusqu'au soir. À cela s'ajoutaient, dans la foulée de 2014, plusieurs conférences dont les thèmes portaient de près ou de loin à l'entrepreneuriat.

Aujourd'hui, la grande question est de savoir si cette mentalité, visiblement adoptée par le plus grand nombre, va perdurer ? Mais, on peut aussi lire les choses autrement : les Gabonais ont-ils réellement le choix ?

Le Gouvernement l'a bien compris, l'entrepreneuriat voire l'auto-emploi apparaît comme l'alternative par excellence. D'où, de vastes projets de formation professionnelle en phase terminale dans la ZES de Nkok pourront offrir un métier à une population qui en a réellement besoin. Sont aussi nécessaires pour soutenir la promotion de l'entrepreneuriat des financements plus souples que ceux, très rares, des banques commerciales de la place. Par exemple, le Fonds Okoumé en est une réponse salvatrice. Offrir des financements de type fonds d'amorçage ou fonds de roulement est nécessaire pour accompagner les nouveaux et jeunes promoteurs.

La mayonnaise a-t-elle pris ? Oui, on peut le dire avec certitude. L'année 2020 a montré des exploits en ce sens. En 5 mois seulement, et malgré le Covid-19, plus de 4300 entreprises ont été créées dans le pays, presque 3 fois le nombre de créations durant l'année 2018. Le nombre de créations est sans cesse croissant. Quel engouement ! Il est clair et certain que la machine ne peut plus s'arrêter. Ce qui est d'autant plus évident, c'est que la voie a été ouverte. ●

Gael Vianey Ndotoume

**Responsable des Opérations
MHAF Services, Manager des
Ressources humaines.**

DÉJÀ **10** ANS...
ET TOUJOURS AUSSI **HOT**



URBAN FM 104.5, LA STATION URBAINE.

Enquête



Par Griffin ONDO

AZUR GABON

Ses anciens agents sur le carreau 11 ans après.

Ayant acquis au Gabon, en octobre 2009, une licence d'exploitation de 15 ans, Azur Gabon (Usan Gabon) n'aura vécu que 8 ans environ avant de déclarer officiellement faillite. En janvier 2019, la maison de téléphonie mobile, filiale du Groupe Bintel, a été condamnée par la justice gabonaise à verser à ses anciens employés une provision de 500 millions de francs CFA. Elle ne s'y est pas acquittée 2 ans après. Les raisons d'une faillite.



ENQUÊTE Par Griffin ONDO

Tout beau, tout nouveau!

C'est en octobre 2009 qu'Azur, détenu à 75% par le groupe de Bahrein Bintel, avait lancé son réseau de téléphonie mobile au Gabon, devenant ainsi le 4e opérateur du pays après Airtel, Libertis et Moov. Ayant obtenu une licence d'exploitation pour 15 ans à 20 milliards de francs CFA, l'opérateur espérait dépasser les 100 000 abonnés à long terme. Directeur général à l'époque, Bruno VALAT ne manquait pas d'ambition.

Le nouvel arrivant ambitionnait en effet d'attirer « la masse populaire », notamment avec une stratégie que n'avaient pas osé expérimenter ses concurrents : la facturation à la seconde, quand les trois autres réseaux facturaient la minute entamée. Il visait notamment 30 000 abonnés en 2010 et espérait dépasser les 100 000 abonnés à plus long terme. Le but était de remporter entre 5 et 10% de parts de marché.

Pour trouver sa place dans ce marché de la téléphonie mobile dominé par Gabon Telecom et Airtel Gabon, Usan Gabon avait consenti un investissement de 34 millions d'euros, soit environ 22,3 milliards de FCFA, le tout en équipement de dernière génération. La société qui comptait à ses débuts 80 employés tablait déjà sur un chiffre d'affaires de 1 million de dollars en 2010, soit plus de 538 millions de FCFA.



2016, début des ennuis.

Malgré la bonne volonté affichée par ses responsables et la cession des parts de Bintel au Congolais Jean Bruno OBAMBI (non déclarée aux autorités gabonaises), Azur-Gabon n'aura finalement vécu que huit ans. Dès 2016, la société a été confrontée à de sérieuses tensions de trésorerie jusqu'à la démission, le 8 novembre 2017, de Jonas VANE KRINGER. Et en

2018, la chute de l'opérateur de téléphonie mobile était désormais inévitable.

Sept mois seulement après sa nomination, l'ancien administrateur directeur général avait vu son contrat suspendu par le Groupe Bintel à cause de « son incapacité de trouver des solutions de gestion efficace de la situation de grève qui perdurait », avait expliqué dans un communiqué Azur-Gabon, en novembre 2017. Seulement, le départ de l'ADG a entraîné une perte de confiance de la part des créanciers et des partenaires. Usan

Gabon a dû faire face à des saisies de compte conservatoires qui ont accéléré sa mise en liquidation judiciaire.

Salaires impayés.

Des mois avant le retrait de sa licence par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), Usan Gabon ne parvenait plus à payer régulièrement les salaires de ses employés. La société a



plus d'une fois été confrontée à des grèves initiées par ses employés pour réclamer le paiement de leurs arriérés de salaires. En 2021, l'affaire n'est pas bouclée. Loin de là.

Face au mutisme de l'opérateur sur la question de leurs salaires ces agents, réunis en collectif, avaient fini par porter l'affaire devant l'Inspection du travail. Leur plainte n'avait pas prospéré. C'est à la suite de cet échec que le collectif avait initié une action en justice en 2018. À l'époque, des dizaines d'agents ayant travaillé pour Azur-Gabon réclamaient 14 mois de salaires

impayés. La justice s'était finalement rangée de leur côté moins d'un an plus tard.

Condamnation en justice

En janvier 2019, Usan Gabon a en effet été condamné par le tribunal de première instance de Libreville à verser une provision de 500 millions de francs CFA à ses anciens employés. Cette décision de justice était assortie

d'une astreinte comminatoire. En clair : la société a été soumise à l'obligation de payer 100 000 FCFA par jour de retard à compter de sa signification de la décision du tribunal.

Pourtant, deux ans après, la décision du tribunal n'a pas été suivie d'effet, au point que les rapports entre le collectif d'anciens employés, leur huissier de justice et leur avocat se sont détériorés ces derniers mois. Les auxiliaires de justice sont accusés de s'être rangés du côté de la société.

Des soupçons de collusion avec l'adversaire

Si le collectif reconnaît que Me Minko-Mi-Abo est parvenu à faire saisir quelques biens de leur ancien employeur, soit 13 véhicules et 40 pylônes à Libreville et à l'intérieur du pays dans le but de les vendre afin de recouvrer le montant provisoire de 500 millions de FCFA accordés par le tribunal, l'huissier semble avoir abandonné la partie. En mars 2020, le collectif a d'ailleurs dû rompre officiellement son contrat avec l'huissier, rapportait en décembre 2020 le site comme Gabonreview.

Selon nos confrères, les anciens agents d'Azur-Gabon reprochent notamment à Me Minko-Mi-Abo le « non-respect de [ses] engagements ». L'huissier de justice, confie un des agents sous le couvert de l'anonymat, aurait entrepris des échanges secrets avec la partie adverse sans l'accord du collectif et en son absence. Certains biens saisis par la justice continueraient également à produire de l'argent qui ne sert pas à régler la dette d'Usa Gabon vis-à-vis de ses anciens salariés.

Or, à en croire un membre du collectif des anciens agents, « la vente de 4 ou 5 pylônes sur les 40 saisis appartenant à Usan Gabon suffit largement à régler la quarantaine de mois d'arriérés de salaires de tout le personnel d'Azur Gabon. D'autant que la location de ces infrastructures s'évalue entre 6 à 18 millions de francs par mois ». ●

Mais... ENCORE! 



JULIA OGOUEBANDJA

MIA & NAS
PHOTOGRAFIE
MR NAS PHOTOGRAFIE
MODEL : JULIA G

Une femme pleine d'ambitions.

Son quotidien est celui d'une mère aimante et d'une patronne au caractère bien trempé. Passionnée dès son jeune âge par un secteur d'activité en apparence masculin, Julia OGOUEBANDJA a lancé en 2017 Jo Architecture et Design, un cabinet d'architecture qui commence à se faire un nom et une place sur le plan national. Ne reculant devant aucune ambition, fût-elle grande, cette mère de famille s'est lancé un nouveau défi en 2018 : ouvrir un fast-food à Libreville, le Black Burger. En dépit du contexte de double crise économique et sanitaire actuelle, elle nourrit l'ambition d'en faire une marque et travaille actuellement sur son extension.

ENOROMI MAGAZINE

L'architecture reste un secteur à forte coloration masculine. À quel moment avez-vous décidé d'en faire votre profession ?

Julia OGOUEBANDJA

C'est par passion et avidité d'apprendre que j'ai choisi de devenir architecte. Un challenge que je relève tous les jours en tenant compte du contexte masculin imprimé à ce secteur. Je me suis lancée dans un domaine pas évident pour une femme. Seulement, il ne suffit pas d'en être conscient. Chaque jour, voir une femme sur les chantiers ou lors d'une grande réunion avec des développeurs n'est pas si courant. J'ai voulu ainsi prouver que les femmes aussi pouvaient briller dans ce domaine. C'est un métier exaltant et plein de défis qu'il faut relever au quotidien.

ENOROMI MAGAZINE

En tant que femme, n'êtes-vous pas confrontée à des remarques sexistes liées notamment à votre choix de métier ? Si oui, comment les gérez-vous au quotidien ?

Julia OGOUEBANDJA

Trop souvent, on me demande pourquoi j'ai choisi ce métier. Chaque jour, je dois rappeler à quelqu'un que je suis en fait une architecte. Et parfois pas seulement une architecte, mais l'architecte... Je ne suis pas un homme, je porte des lunettes noires et des talons. Les ouvriers se demandent parfois si je suis l'assistante, la décoratrice ou la stagiaire. Ce n'est généralement qu'à la troisième réunion que l'équipe du projet me demande les réponses aux problèmes d'architecture. Néanmoins, ça me motive à bosser plus dur.

ENOROMI MAGAZINE

De votre expérience de terrain, qu'est-ce qui justifie le fait que les Gabonais ne sollicitent pas, en majorité, les architectes pour la construction de leurs maisons ?

Julia OGOUEBANDJA

Pour la plupart des Gabonais, ils se disent que les frais d'un architecte sont

trop élevés. Les architectes sont là pour vous guider et vous aider à constituer votre budget. En faisant appel à un architecte, vous obtenez un projet sur mesure que vous n'aurez pas à recommencer par la suite.

**ENOROMI MAGAZINE**

Outre votre casquette d'architecte, vous êtes aussi la fondatrice d'un fast-food, Black Burger. Qu'est-ce qui vous a motivé à créer cette entreprise ?

Julia OGOUEBANDJA

Une envie particulière de développer une chaîne de fast-food en Afrique made in Gabon. Bien évidemment, mon amour pour la cuisine a également joué un grand rôle. J'aime faire la cuisine et je voulais partager cette passion.

ENOROMI MAGAZINE

Le Black Burger propose-t-il toute la panoplie de la restauration rapide ou se limite-t-il aux hamburgers comme son nom l'indique ? Proposez-vous d'autres produits ?

Julia OGOUEBANDJA

L'idée du Black Burger était de créer plusieurs types de burgers avec les saveurs faites maison. Les burgers sont

donc nos produits phares, ayant chacun leur particularité. Néanmoins, il y a plusieurs autres produits que les burgers, il faut venir pour découvrir. (Rires). Nous essayons de satisfaire l'ensemble des attentes de nos clients.

ENOROMI MAGAZINE

La Covid-19 a fortement impacté le secteur de la restauration. Quelles ont été vos solutions pour faire face à la crise ? Quels sont les résultats à ce jour ?

Julia OGOUEBANDJA

Inventer de nouveaux canaux de vente, penser de nouvelles façons de communiquer, garder le lien avec notre clientèle, faire preuve de solidarité... De nombreux métiers ont été poussés à revoir de fond en comble leur fonctionnement. Se réinventer est devenu une nécessité. Les livraisons à domicile ont sauvé le restaurant.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont vos perspectives pour l'année 2021 ?

Julia OGOUEBANDJA

Au vue de la crise sanitaire qui est toujours présente à ce jour, nous restons tous dans l'incertitude en espérant de beaux jours devant nous.

ENOROMI MAGAZINE

En tant que femme et entrepreneure, quel conseil donneriez-vous à celles et ceux qui hésitent encore au-delà d'un emploi rémunéré à s'ouvrir à l'entrepreneuriat ?

Julia OGOUEBANDJA

Il faut tout d'abord être passionné. Il faut savoir accepter les défaites, les échecs et rebondir dessus. Il faut également savoir accepter les critiques et ne jamais se décourager, jamais. La persévérance paie en tout et pour tout. « Quand tout semble être contre vous, souvenez-vous que l'avion décolle face au vent, et non avec lui », disait Henry Ford. ●

*Propos recueillis par
Aude SHARYS*



DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Tenir ses bonnes résolutions pour la nouvelle année.

Le début d'une nouvelle année est un moment idéal pour prendre des décisions. En d'autres termes : définir ses bonnes résolutions pour la nouvelle année. Imaginez que chaque année de votre vie vous définissez de bonnes résolutions à tenir et que vous les respectiez, ne pensez-vous pas qu'à terme vous serez une meilleure personne et que votre vie serait meilleure ? Cela paraît simple avec des mots, mais tenir ses bonnes résolutions n'est pas toujours évident.

Pour effectuer une tâche et se lancer dans un projet, quel qu'il soit, il nous faut une certaine motivation. Définir de bonnes résolutions n'a de sens que si cela s'inscrit dans un processus de prise en main. Il y a certaines choses sur lesquelles nous pouvons agir et d'autres sur lesquelles nous ne pouvons rien faire. Il est donc évident que nous devons essayer de changer les choses qui sont en notre pouvoir. Ne pas se disperser en essayant de gérer des choses qui ne sont pas à notre portée. Ce n'est pas toujours simple, mais il faut s'y mettre. Il ne faut pas stagner, voire pire régresser. Ainsi, pour tenir ses bonnes résolutions, il faut bien les définir et cela implique d'avoir de la motivation.

COMMENT BIEN DÉFINIR SES BONNES RÉOLUTIONS ?

Tout d'abord, pour que des résolutions soient «bonnes», il faut comprendre pourquoi. En d'autres termes, «bonnes» pourquoi ? De ce fait, les résolutions que l'on prend viennent corriger un problème ou une situation de notre vie. Par exemple, la santé est un domaine de notre vie qui revient souvent dans la définition et la prise de bonnes résolutions. À vous de segmenter votre vie et de faire ce travail en amont. Ainsi, demandez-vous quels sont les aspects de votre vie sur lesquels vous souhaitez agir. Ensuite, vous pourrez définir et tenir vos bonnes résolutions.

LES RÉOLUTIONS SONT LIÉES À VOS OBJECTIFS

Comme nous l'avons évoqué précédemment, il vous faudra de la motivation pour définir et tenir vos bonnes résolutions. Pour cela, quoi de mieux que d'inscrire vos résolutions dans vos objectifs personnels ? Si vous n'avez pas encore fixé vos objectifs personnels, vous devez absolument les faire. Par ailleurs, tenir vos résolutions aura plus de sens si vous avez des objectifs. Si ce n'est pas le cas, cela peut-être une bonne occasion pour définir vos objectifs. Quelle personne voulez-vous être et que faites-vous pour cela ? Quelle vie souhaitez-vous avoir et que faites-vous pour ? Définir et tenir ses bonnes résolutions prend davantage de sens lorsque vous avez un but et une vision qui vous guident et vous motivent.

COMMENT TENIR SES BONNES RÉOLUTIONS UNE FOIS DÉFINIES ?

Avoir défini ses bonnes résolutions est une chose, mais tenir ses engagements et les honorer en est une autre. En effet, beaucoup de personnes ne parviennent pas à tenir leurs bonnes résolutions. Ainsi, ce qui partait d'une bonne intention est alors interprété comme un

échec et une défaite. Le risque est que cela vienne diminuer l'estime personnelle et la confiance en soi. C'est donc à double tranchant. C'est pourquoi il est vraiment important de bien définir ses résolutions de la même manière que ses objectifs. Pour ce faire, il faut bien se connaître et savoir ce qui est à sa portée et ce qui ne l'est pas (encore). Tenir ses bonnes résolutions est à moitié fait, si celles-ci sont bien définies.

QUATRE (4) ASTUCES POUR TENIR SES BONNES RÉOLUTIONS CETTE ANNÉE

1. Suivre son avancée pour tenir ses résolutions

Une technique simple, mais très efficace pour tenir ses bonnes résolutions de manière durable est d'en assurer un suivi. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que pour chacune des résolutions que vous avez définies, vous suivez votre avancée. Ainsi, si une résolution est quotidienne, il faudra faire un suivi quotidien. De même, si une résolution est hebdomadaire ou mensuelle, votre suivi sera fonction de cette temporalité.

2. Comprendre le fonctionnement de l'esprit

Tenir ses bonnes résolutions est une tâche que l'on peut simplifier si on comprend les fonctionnements et les mécanismes du cerveau. Notre cerveau et notre esprit fonctionnent avec des récompenses et des résultats. Tant que vous ne suivez pas vos progrès, vous ne savez pas où vous en êtes. En d'autres termes, votre esprit ne réalise pas. Lorsque l'on écrit sur un cahier, ou dans une application, peu importe, un résultat ou une action, cela reconforte et nous apporte une satisfaction et donc de la motivation. Suivre ces progrès permet de mieux se connaître et mieux analyser nos résultats. Ainsi, cela permet de mieux définir ses bonnes résolutions et ses objectifs. C'est d'autant plus vrai au début, lorsque l'on commence. Ensuite, les habitudes sont prises et la discipline est installée naturellement.

3. L'union fait la force

Pour tenir ses bonnes résolutions et atteindre ses objectifs, il est préférable de faire preuve d'autodiscipline et de force mentale. En effet, cela vous aidera et vous sera nécessaire. En revanche, une autre astuce pour se motiver et tenir ses résolutions est de s'unir avec d'autres personnes partageant les mêmes résolutions que les vôtres. Mieux encore, de partager vos engagements avec des personnes ayant traversé ce que vous traversez. Cela vous motivera davantage et vous aidera dans votre démarche. Ainsi, en procédant de la sorte, vous n'êtes plus seul face à vos tentations et vos faiblesses. C'est au début qu'on a le plus besoin d'aide. C'est-à-dire que ce n'est pas en décembre que vous céderez, si vous cédez cela arrivera dans le premier trimestre. Tenez bon. Quand on veut, on peut ! Vous pouvez fixer des rendez-vous réguliers afin de suivre vos progrès et vous motivez avec les personnes de votre entourage qui sont dans le même état d'esprit et qui vous soutiennent.

4. Éloignez-vous des personnes négatives

Quoique l'on fasse on sera toujours critiqué par quelqu'un. De plus, certaines personnes sont de natures pessimistes ou sceptiques et leur attitude peut nous nuire et nous freiner dans nos aspirations. Il faut apprendre à gérer ces personnes négatives pour tenir ses bonnes résolutions. De manière générale, ne les écoutez pas ou éloignez-vous de ces personnes. En effet, ces personnes ne vous veulent pas nécessairement du mal, mais elles n'y croient pas et sont négatives. Or, c'est tout le contraire de ce qu'il vous faut. Prenez donc les mesures nécessaires afin que vous soyez votre priorité. ●

Christian BOUA



SPORT

FEGABAB : Le basket-ball gabonais a élu **Willy-Conrad ASSEKO**

Le secteur du sport a été marqué en décembre 2020 par l'élection du président de la Fédération gabonaise de basket-ball (Fegabab). Au terme d'une campagne plutôt mouvementée, la liste «Montrons la direction» n'est pas passée à côté de son triomphe.

C'est Willy-Conrad Asseko que la majorité du collège électoral a voté le 19 décembre 2020. À 35 ans, il est probablement le plus jeune président de la Fédération gabonaise de basket-ball de l'histoire. Face à Tim Harmel Remanda, seul concurrent en lice, le président officiel de Basket-ball Academy Club (Bac) a enregistré un taux de vote dépassant les 70%, selon le journal gabonais en ligne Le Sportif. Concrètement, la tête de la liste «Montrons la direction» sort avec 24 voix en sa faveur contre 7 pour «Face», l'autre groupe.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que personne ne prédisait une issue facile pour l'une ou l'autre des deux équipes pendant la campagne. C'est dire que les deux candidats ont mis les bouchées doubles pour briguer un mandat de quatre ans à la Fégabab. D'aucuns s'accordent à dire que c'était la première fois qu'une élection à la fédération concernée mobilisât autant de personnes au regard des stratégies de communication utilisées. À chaque admirateur de la balle orange de reconnaître que les deux groupes en lice ont réussi à convaincre l'opinion de ce qu'ils ambitionnaient de redonner vie au basket-ball dans notre pays. On comprend mieux pourquoi cette élection a suscité beaucoup de débats aussi bien sur la toile que dans tous les endroits fréquentés par la communauté des basketteurs du Gabon.

Une campagne électorale 2.0

Dans notre entendement, la communauté du basket-ball rassemble les joueurs ou joueuses, les arbitres, les entraîneurs, les fans. Ce sont eux qui sont devenus, pour la plupart, les présidents des ligues provinciales et les responsables d'associations qui votent le président fédéral. Celui qui les a mieux convaincus a gagné l'élection. C'est comme cela et d'aucune autre manière qu'on est élu à la tête d'une fédération sportive au Gabon. Pour le cas d'espèce, Willy-Conrad Asseko et son équipe ont mis en place une stratégie de communication appropriée. Certes, son parcours reluisant avec la Bac, dont l'une des

activités phares reste la Bac League, a précédé son discours de campagne. Toutefois, la création d'un site web, les entretiens avec la presse, la tournée nationale et les réseaux sociaux ont suffi à la tâche.

Dans les détails, le nouveau président fédéral s'est entouré de personnes venant de milieux professionnels divers. Des stratèges aux commerciaux en passant par des journalistes, le besoin était comblé. Ce n'est pas moins que ce qu'a proposé au public le candidat malheureux. Son équipe aussi avait utilisé l'internet pour être visible. On retrouvait quasiment les mêmes axes de communication entre les deux, les mêmes messages photographiques, des couleurs, des slogans. Tout était fait pour mettre les amoureux du basket dans le doute.

Si Asseko a effectué des voyages à l'intérieur du pays pour s'entretenir avec les votants, Remanda n'est pas resté siroter un Mojito à Libreville en donnant des commandements à son comité de campagne. Lui aussi a battu le bitume pour aller au contact des présidents des ligues en régions. C'était visiblement serré jusqu'au dernier jour de campagne. À voir les images que proposaient les deux équipes sur Facebook, on avait compris tout de suite qu'on était spectateur d'un chassé-croisé. Seuls les messages prononcés par leurs hôtes faisaient la différence. La communication a été l'atout charme secret pour les deux hommes qui ne venaient pas de nulle part.

Un duel d'anciens internationaux gabonais.

Tim partait avec un bon curriculum vitae. Willy-Conrad, la même chose. Ils ont joué en clubs au Gabon et à l'extérieur. L'un est responsable d'une association de basket-ball, l'autre également. On note tout de même que sieur Remanda sortait du bureau fédéral qui devait rendre le tablier au soir du 19 décembre après un mandat sans grande histoire et parfois décevant selon qu'on suive la confiance d'un chroniqueur sportif ici ou là. Soit. Au sein de ce bureau, il assurait la fonction de trésorier général. Son passif l'aurait-il empêché d'une

certaine manière d'accéder au trône ?

En revanche, son profil suffisait largement pour le faire roi du basket-ball. La tête de liste Face aurait pu partir seule dans le processus électoral si sa requête déposée à la Direction générale du sport lui avait donné une suite favorable. Un problème de textes encadrant le même processus avait semblé déranger l'équipe de Tim Remanda.

En substance, il se disait que la révision des règlements intervenue en 2018 était taillée pour faire le lit à Willy-Conrad Asseko en 2020 qui ne présentait pas selon eux tous les critères pour être candidat, car, disaient-ils, son association n'aurait pas organisé d'événements à l'échelle nationale. C'est donc par opposition que la team Face souhaitait que seule la législation de 2015 soit appliquée pour ce scrutin. Niet. Le ministère des Sports a tranché. Cette tentative d'accablement a fait réagir le groupe du jeune patron de Bac. Il ne comprenait simplement pas pourquoi un membre du bureau fédéral sortant pouvait s'opposer à une loi adoptée au cours d'une assemblée générale souveraine tenue par son équipe.

De même, il n'avait pas pu s'expliquer que l'ancien trésorier de la Fégabab se présente en candidat sans avoir exposé sur son bilan financier. Cela faisait trop. Nos deux anciens joueurs des Panthères du Gabon se sont bien rendus coup pour coup.

Nonobstant les multiples fléchettes et même de grandes lancées de temps à autre, les deux anciens candidats se respectent. Toutes les péripéties qu'a pu retenir l'opinion font partie de la bataille pour finir roi. Rien que ça. Au terme du vote, après délibération par la direction du vote, l'élu a précisé que le perdant reste son «grand frère» avant de terminer, micro à la main, en disant : « le Game est fini ! ».●



CULTURE

INDUSTRIE CULTURELLE :

L'ANPAC EST MORTE EN 2020 !

Avec la suppression de l'Agence nationale de promotion artistique et culturelle (ANPAC), en 2020, le Gabon a enterré par la même occasion son ambition de créer une véritable industrie culturelle nationale. Malgré les justifications du gouvernement, liées notamment à la nécessité de rationaliser les dépenses publiques, l'initiative des autorités avait été accueillie comme une trahison par les acteurs culturels gabonais.

Trop vieille à 37 ans ?

Créée au début des années 1980, l'Agence nationale de promotion artistique et culturelle (ANPAC) a tiré sa révérence en 2020. Les autorités gabonaises ont dû la trouver trop vieille après 40 années d'une existence quasi confidentielle. Pourtant, les acteurs culturels gabonais l'assurent, elle était bel et bien présente et tâchait de remplir tant bien que mal les missions pour lesquelles elle avait officiellement démarré ses activités en 1983.

Il s'agissait, à l'époque, pour cette nouvelle structure publique confiée aux principaux acteurs culturels du pays à l'instar de Marcel DJABIOH, Norbert EPANDJA, etc., « de favoriser le développement culturel par la création d'ateliers, d'unités de production et d'industries culturelles, de produire et diffuser des disques, films et autres œuvres culturels, d'organiser des manifestations artistiques telles que les spectacles, expositions, festivals, colloques », rappelle le site RefletsGabon.com.

Il fallait faire des économies

La suppression de l'ANPAC en 2020 tient de la volonté des autorités de faire des économies face à la crise qui perdure depuis la chute du prix du baril de pétrole en fin 2014. Et il est de coutume sous nos latitudes qu'en termes de réduction des charges, la culture n'échappe que très rarement aux coupes budgétaires envisagées dans ces cas.

En décidant, le 16 novembre 2018, de supprimer 11 agences publiques, le Conseil des ministres qui campait sur la nécessité de rationaliser les dépenses de l'État avait l'ambition de faire économiser au contribuable la coquette somme de 35 milliards de francs CFA. D'autant que, quelques mois plus tard, le porte-parole de la présidence de la République, Ike NGOUONI, avait expliqué que « certaines structures étaient devenues redondantes ou inopérantes ».

Or, avait-il indiqué, « quand une institution ne présente plus d'intérêt manifeste pour la collectivité, il convient de la supprimer ».

Tristesse et colère chez les acteurs culturels

La suppression de l'ANPAC qui aurait pu être évitée un temps par la Cour constitutionnelle à travers sa décision N°015/CC du 24 mars 2020, qui invalidait la décision du gouvernement prise le 16 novembre 2018 et actée mi-janvier 2020, n'a pas été bien accueillie par les acteurs culturels gabonais. C'est peu de le dire. Ayant œuvré, avec d'autres, à la mettre sur pied, Marcel DJABIOH, qui figure parmi les principaux défenseurs de la culture au niveau national, la vue comme une trahison des autorités vis-à-vis de la culture gabonaise et de ses acteurs.

« Nous estimons que c'est une manière pour le gouvernement de cracher sur notre culture, en plus de montrer qu'il ne souhaite véritablement pas faire de celle-ci un outil de cohésion nationale, d'équilibre social et de développement économique. Parce que la culture, au-delà de ce à quoi certains la réduisent, est un élément économique qui devrait participer au PIB de la nation. Mais cela ne peut se faire que s'il existe une administration technique dédiée, telle que l'ANPAC était censée l'être », a-t-il regretté en juin 2020, dans un entretien au site Gabonreview.com.

À l'époque, le producteur d'œuvres audiovisuelles et de l'esprit avait annoncé une pétition qui recueillait déjà des signatures de la part d'autres acteurs culturels du Gabon et d'ailleurs. Plusieurs mois après, son initiative reste peu visible. Toutefois, il n'avait pas été le seul à regretter la décision des autorités gabonaises. L'ingénieur culturel Jean- Pierre MOUDJALOU avait lui aussi vivement critiqué cette suppression.

« C'est une grande tristesse qui m'habite depuis l'annonce de cette décision. Pendant que beaucoup de pays cherchent



à mettre en place des mécanismes de promotion de la culture, notre pays décide, lui, de s'en passer », avait déclaré à l'époque le président du bureau d'export des musiques gabonaises, Ibogazik.

Mais où est donc la DGIC ?

En officialisant la suppression de l'ANPAC, le Conseil des ministres avait annoncé par la même occasion que les missions de la défunte entité seraient transférées à la Direction générale des Industries culturelles. Seulement, depuis 2018, la DGIC n'a pas vu le jour et le gouvernement semble avoir oublié le projet.

« Cette Direction ne peut pas être à la fois le concepteur des politiques en matière d'arts et d'industries et l'organe technique chargé de la mise en application de celles-ci, elle ne peut pas être juge et partie », avait estimé Marcel DJABIOH à l'époque. ●

Griffin ONDO



Cristiane NAVARIDAS

ENOROMI MAGAZINE
Mesdames, considérez-vous remplir une fonction ou tenir un rôle dû à votre rang d'épouse d'ambassadeur?

Cristiane NAVARIDAS

Dans le cas de l'Espagne, les épouses d'Ambassadeurs n'ont aucune obligation spécifique. Néanmoins, nous tenons un rôle de représentation aux côtés de notre mari notamment dans le cadre de la vie sociale et parfois diplomatique.

Régina ACQUARONE

Je considère effectivement remplir un rôle aux côtés de mon mari en l'accompagnant au mieux dans ces démarches diplomatiques. Notre objectif commun est de représenter le Brésil sous tous ces aspects.

Hyun CHANG SOO

Aujourd'hui, en Corée, plus de la moitié des nouveaux diplomates sont des femmes donc le rôle des époux est secondaire. Je fais partie d'une génération où les questions liées au féminisme étaient très vives. Mon

LES ECHOS DE L'ÉCO

ÉPOUSE D'AMBASSADEUR Titre ou fonction?

Quel est le rôle des épouses d'ambassadeurs ? Ont-elles des obligations diplomatiques ? Correspondent-elles à un profil particulier ? Autant de questions qui ont suscité des recherches bibliographiques. Trois ambassadrices au Gabon, de trois continents différents, d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Asie, ont accepté de répondre aux questions d'ENOROMI MAGAZINE. Il s'agit de Madame Cristiane Navaridas (épouse de son excellence l'ambassadeur d'Espagne, Monsieur Fernando Navaridas), Madame Régina Acquarone (épouse de son excellence l'ambassadeur du Brésil, Monsieur Appio Acquarone) et de Madame Hyun Chang Soo (épouse de son excellence l'ambassadeur de la Corée, Monsieur Ryu Chang Soo). Nous les remercions de la confiance qu'elles nous témoignent.



Hyun CHANG SOO



Régina ACQUARONE

mari et moi avons élevé nos trois enfants de façon alternative puisqu'on ne les a pas expatriés avec nous. C'est donc la première fois que je suis aux côtés de mon mari dans un pays en poste. Conformément aux règles et règlements de notre pays, il est obligatoire pour un ambassadeur de vivre avec son épouse.

ENOROMI MAGAZINE

Votre mari échange-t-il avec vous au sujet de ses actions bilatérales menées dans le pays d'accueil ? Vous arrive-t-il de prendre position dans les décisions prises par votre époux ?

Cristiane NAVARIDAS

Les conjointes des diplomates ne répondent à aucune mission politique. Les décisions de cet ordre et de cette importance sont prises par l'ambassadeur en accord avec la chancellerie diplomatique. Cependant, nous vivons en famille à Libreville avec nos deux enfants et il est évident que nous échangeons en abordant des sujets très variés liés aux relations entretenues entre l'Espagne et le Gabon. En revanche, dès lors qu'il s'agit d'actions sociales, je peux m'impliquer en coopérant activement à leur développement. Je gère le process protocolaire, j'organise des cérémonies à la Résidence...

Régina ACQUARONE

Absolument pas. Les dossiers professionnels de l'Ambassadeur sont traités à l'Ambassade, avec ses collaborateurs, et puis exposés au gouvernement du pays d'accueil.

Hyun CHANG SOO

Je tiens le rôle de conseillère, d'amie, de confidente, je suis très attentive et je l'aide si nécessaire. Il nous arrive de discuter de certaines actions, ce qui est d'ailleurs normal, mais c'est lui qui prend les décisions finales.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont vos obligations ? Êtes-vous tenue d'accompagner votre mari dans ses visites officielles ? Pour vous quelle est la mission la plus ennuyeuse, la plus lourde à assumer ?

Cristiane NAVARIDAS

Notre législation ne nous impose aucune obligation. Personnellement, dès lors que je suis invitée, j'accompagne mon mari à des réceptions officielles comme à la Présidence ou dans le cadre de réunions entre diplomates. Je m'en réjouis d'avance parce qu'à ces occasions nous partageons toujours de très agréables moments. En conséquence, rien ne m'ennuie. Ma vie est bien remplie et je suis très active. Je réserve du temps pour mes enfants, mais j'en consacre volontiers pour m'investir dans des activités sociales. La vie au Gabon est très agréable et intéressante.

Régina ACQUARONE

Pour moi, représenter mon pays n'est pas une obligation, c'est un plaisir. J'aime cuisiner le célèbre pão de queijo, le faire découvrir et le partager. Notre gastronomie est riche. J'accompagne mon mari si nécessaire dans des cérémonies ou des représentations et je veux souligner qu'il m'accompagne aussi dans mes activités.

La mission que je qualifierai de plus lourde est la création de son propre univers dans l'enceinte de la résidence officielle. Il s'agit de dispenser une formation au personnel pour que les bonnes manières et les bons gestes soient personnalisés. Mais ce fut facile au Gabon, en moins d'un mois tout était sur des rails.

Hyun CHANG SOO

L'accompagner dans les missions officielles reste une option non une obligation. À sa nomination au poste d'ambassadeur, nous avons compris que notre vie serait exposée, que nous disposerions de moins de liberté. Nous en avons eu la preuve en avril dernier. À cause d'un acte de piraterie, nous avons dû annuler nos vacances.

ENOROMI MAGAZINE

Vous fixez-vous un but ou plusieurs lorsque vous arrivez dans un pays ?

Cristiane NAVARIDAS

Oui, notamment dans mon domaine de prédilection. Je suis Avocat du Tribunal des Comptes de Mato Grosso, au Brésil,

d'où je suis originaire, spécialisée en droit environnemental ce qui concerne aussi les projections sociales et économiques de l'environnement en particulier sur le rôle joué par les femmes. Lorsque j'arrive dans un pays tel que le Gabon, j'observe la situation, je note les opportunités, je cherche les bons interlocuteurs et j'essaie de changer positivement ce qui me semble être essentiel. C'est sur ces bases que j'ai mis en place une formation qui a été dispensée à 60 professeurs de SVT. Ce programme a été cofinancé par plusieurs Sociétés privées et l'ambassade a apporté son soutien institutionnel. La préservation de l'environnement est une question qui me tient à cœur. C'est pour cette raison que je suis très impliquée dans diverses associations et que je m'intéresse de près au développement de l'agriculture au Gabon pour défendre l'autosuffisance alimentaire et le droit des enfants.

Régina ACQUARONE

Ma méthode est la suivante : quand j'arrive dans un pays, mon objectif est de m'adapter le plus rapidement possible pour l'adopter. Pour ce faire, dès le lendemain, je vais au marché, je me renseigne sur les services médicaux, je cherche un coiffeur, je visite la ville, etc. Ce que je m'interdis, c'est de faire une comparaison avec d'autres pays dans lesquels nous avons séjourné. Ma volonté est de bien comprendre les us et coutumes du pays d'accueil dans lequel nous sommes appelés à vivre un minimum de 3 années.

Hyun CHANG SOO

Naturellement, on s'en fixe plusieurs, en fonction des réalités locales. Personnellement, je souhaiterais améliorer mon niveau de connaissance de la langue française pour communiquer plus facilement. J'espère aussi découvrir le paysage géographique du Gabon, ses cours d'eau, ses forêts, sa faune, etc. Je souhaite vivement apprendre, connaître l'histoire du Gabon, et aussi son mode de vie traditionnel, de ses réalités culturelles. ...

ENOROMI MAGAZINE

Combien de temps d'adaptation est nécessaire pour vous acclimater tant sur le plan sociétal que personnel ?

Cristiane NAVARIDAS

Nous étions en poste entre 2003 et 2005.

Nous connaissons déjà ce beau pays. Notre retour en tant qu'ambassadeur a donc été très facile.

Régina ACQUARONE

Au Gabon, c'est plutôt très simple de s'adapter. La vie y est douce.

Hyun CHANG SOO

Juste à la descente de l'avion. Voyez-vous, après 28 ans de mariage avec un diplomate je suis habituée à l'expatriation.

ENOROMI MAGAZINE

Sur le plan culturel, culinaire, vestimentaire, vous appliquez-vous à transmettre vos us et coutumes lorsque vous recevez ?

Cristiane NAVARIDAS

Bien sûr. Nous avons la chance d'avoir une excellente image de marque culturelle en Espagne, qui est aussi l'un des centres les plus importants du monde de création de tendances et un pays que tout le monde aime pour sa joie de vivre et la convivialité de ses citoyens. Le Covid 19 a affecté lourdement le pays et a mis entre parenthèses beaucoup d'actions que nous aurions souhaité mener. Nous espérons que 2021 nous permettra plus de liberté.

À la Résidence, nous essayons de transmettre à nos amis gabonais l'attrait d'une culture de tradition, très moderne et diverse. Nous proposons cette variété culturelle qui défie le temps et constitue toute la richesse de l'Espagne. Bien sûr, la gastronomie est aujourd'hui une partie très importante de notre image de marque et nous essayons de proposer à nos invités des recettes espagnoles innovantes et traditionnelles en utilisant toujours les produits gabonais. Je crois (excusez l'immodestie) que l'on a réussi à faire de la Résidence, l'un des meilleurs « Restaurants » espagnols de Libreville !

Régina ACQUARONE

Oui, bien entendu. Faire découvrir les spécialités culinaires, écouter des musiques brésiliennes, parler de mon pays... je ne rate pas une occasion de le faire.

Hyun CHANG SOO

Tout dépend des occasions. En général, je fais un mélange des deux, je donne ce

qui vient de chez moi et je reçois ce qu'on veut bien me donner du pays d'accueil. Pour moi, c'est toujours un rendez-vous du donner et du recevoir.

ENOROMI MAGAZINE

Vous avez formé un groupe d'épouses d'ambassadeurs. À quelles fins ?

Cristiane NAVARIDAS

Je fais partie de divers groupes de femmes ici au Gabon. Bien sûr nous nous réunissons entre les épouses d'Ambassadeurs à des fins sociales, sportives, etc. Aussi je suis membre d'un groupe de femmes latines au Gabon créé il y a plus de 20 ans où se réunissent des femmes issues des pays d'Amérique latine, de la péninsule ibérique, mais aussi d'autres nationalités comme Libanaise et Américaine qui aimait venir pratiquer notre langue. Aujourd'hui nous sommes une vingtaine.

Régina ACQUARONE

Oui, il est de coutume dans tous les pays que les épouses d'ambassadeurs ou du corps diplomatique se regroupent au sein d'une association. Les objectifs sont toujours à but non lucratif. Les activités sont d'ordre divers : de charité, de sport, d'animation ... Je conseille à toutes les jeunes diplomates de participer, c'est une excellente solution pour s'intégrer, s'adapter et créer un cercle d'amies.

Hyun CHANG SOO

Je sais qu'il existe un groupe d'épouses de diplomates, mais j'attends pour l'intégrer de mieux connaître le Gabon. ●

*Propos recueillis par
Anne Marie JOBIN*

enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



DÉCOUVERTE

Le Pont en lianes des chutes de Poubara

L'antre du tourisme dans le Haut-Ogooué.

Situé à 50 km environ au sud de Franceville sur la rivière Poubara, le Pont en lianes éponyme est l'un des sites touristiques du Gabon les mieux référencés auprès des tours opérateurs. La traversée, via les 55 m qui le composent, est un moment unique pour les visiteurs.

Une histoire centenaire.

Devenu une attraction touristique, le Pont de Poubara est d'abord l'histoire d'une famille et la courageuse décision d'un homme, Moussikoué Mvouzangoye, habitant du village Mougnguelé.

En effet, tout part d'une histoire de hache tombée au fond du fleuve à l'endroit où a été érigé le pont par la suite. Aussi, afin de trouver une solution aux différents naufrages des pirogues, qui occasionnent des pertes en vies humaines, selon Victor Freddy Omoumba, conservateur du site, dans un entretien accordé au quotidien L'Union, « en 1915, alors qu'il n'est âgé que de 18 ans, Mvouzangoye Moussikoué a l'idée de créer un pont au-dessus de l'Ogooué avec des matériaux naturels, en vue de réduire le nombre d'accidents mortels dans les villages ». L'année 2020 marquait la 105^e année d'existence de ce joyau.

Depuis 1915, l'entretien du Pont en lianes de Poubara, devenu Poubara par altération linguistique, est le fait d'une succession par filiation directe. En 1949, à 52 ans, Moussikoué Mvouzangoye passa le relais à son fils

Agapit Omoumba à la mort de ce dernier en 1974, le Conseil départemental de la M'Passa décida de déléguer la famille de la gestion du site. C'est à la suite d'un fait divers que l'ouvrage sera rétrocédé à la descendance de concepteur en 2000. Victor Freddy Omoumba fut choisi pour la poursuite du travail engagé par son grand-père.

Comment s'y rendre ?

Visiter le Pont en lianes de Poubara nécessite de faire le déplacement de Franceville ou Moanda. Au départ de Libreville, vous aurez le choix entre la voie aérienne et le chemin de fer. La route dite économique ou la nationale 2 n'est point praticable en toutes saisons, ce qui rend le parcours très pénible.

Que vous choisissiez le train ou l'avion, vous aurez une nouvelle fois à exprimer votre préférence pour le lieu d'hébergement entre Franceville et Moanda. De Malsuku deux itinéraires possibles s'offrent à vous :

- Le premier est considéré comme la route la plus facile, mais aussi la plus longue, car se situant sur l'axe menant à l'Aéroport international de Mvengué à 25 km de la capitale provinciale du Haut-Ogooué. La route a bénéficié des aménagements modernes du fait de la proximité du site avec l'aéroport et la construction des centrales hydroélectriques. En quittant le goudron, vous aurez à parcourir encore quelque 25 kilomètres sur une piste en latérite avant d'atteindre le site près du village Mougnguelé-Poubara.

- Il est également possible d'y parvenir en empruntant la route de la ville de Boumango. À environ 20 km au sud de Franceville, une piste serpente une côte pourvue d'un relief irrégulier, qui surplombe le site. L'absence d'entretien anéantit le gain de temps sur cette voie.

De la «Ville des oiseaux» (Moanda), vous aurez un gain de 3 à 4 km sur le même parcours au départ de Franceville.

Quoi qu'il en soit, votre arrivée sur le site sera récompensée par le beau spectacle qu'offrent l'interconnexion entre les chutes, le Pont en lianes, la plage et la forêt. Le passage est payant pour la traversée du fleuve. Quelques activités sont possibles sur ce site. Vous pouvez y pique-niquer sur la belle plage, tout comme, il vous est possible de faire une randonnée dans la forêt avec les guides locaux pour voir les chutes de Poubara est envisageable. ●

Fiche technique

- *Le site est géré par l'ONG Les Descendants de Moussikoué ;*
- *Plus d'un millier de visiteurs par an ;*
- *De 1915 en 2000, le Pont en lianes étant composé de matières végétales était rénové semestriellement. Cependant, du fait de l'absence d'un budget suffisant et dans le souci de permettre la régénération des lianes dans les forêts et leur gestion durable, il est désormais reconstruit tous les ans ;*
- *La construction du Pont nécessite un trimestre entre les deux mois de collecte des 2400 lianes nécessaires et le mois de tressage de la structure ;*
- *Il faut douze ouvriers pour rénover le Pont ;*
- *Le Pont mesure 52 m de long aujourd'hui contre 120 m à sa création. Cette différence tient du changement d'emplacement par Agapit Amombo. Il visait à réduire le temps de travail pour les villageois et réduire le coût des matériaux. Il est suspendu à 55 m ;*
- *La traversée par personne est de 5.000 FCFA ;*
- *En 2018, on célébrait le 186e Pont en lianes de Poubara.*

Haïlée MD

ZOOM SUR ...



Avec l'explosion de l'Internet et la place grandissante des canaux digitaux dans le parcours client, il devient désormais inconcevable de considérer le digital comme un élément extérieur à la stratégie. Joann MALONGA l'a très vite compris. Lui qui a très tôt été plongé dans le monde de l'informatique. Aujourd'hui, le jeune homme est un chef d'entreprise qui accompagne de nombreuses entreprises dans leur stratégie de communication. Avec ses projections de développement, EM Com entend conquérir la sous-région avec son offre de service.

**JOANN
MALONGO**

**L'informatique
pour passion.**

ENOROMI MAGAZINE Qui est Joann MALONGO ?

Joann MALONGO

Joann MALONGO est un entrepreneur dans le marketing et l'immobilier. Fondateur de l'Agence EM COM et concepteur de la solution « Em Guide ». Je suis Gabonais, fiancé et papa de 2 magnifiques princesses.

ENOROMI MAGAZINE Parlez-nous de votre cursus scolaire et universitaire

Joann MALONGO

Je suis détenteur d'un Baccalauréat série B et d'un diplôme d'ingénieur en Informatique. Et par la volonté de diversifier mes compétences techniques, j'ai obtenu un Certificate Printonix en Afrique du Sud en 2010 puis une Certification Microsoft en 2014. Je suis autodidacte et très pragmatique.

ENOROMI MAGAZINE L'informatique, est pour vous une affaire de passion ou le fruit de la formation ?

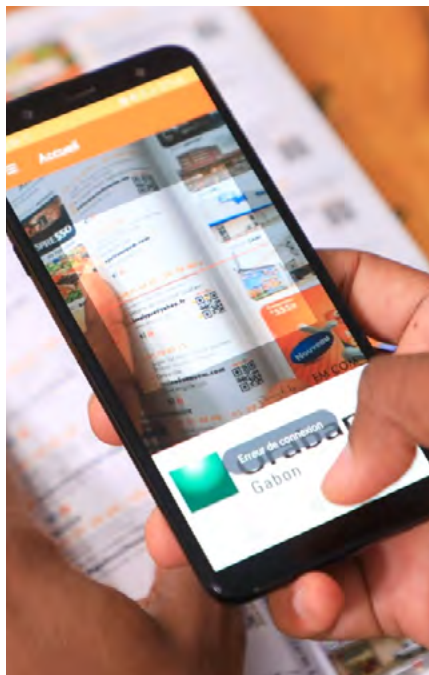
Joann MALONGO

Je dirais les deux. Mais beaucoup plus une affaire de passion transmise par ma mère, elle-même informaticienne et responsable du département Informatique d'une entreprise locale. Très tôt mes frères et moi avons donc accès aux outils informatiques et l'accompagnement de nos parents.

ENOROMI MAGAZINE Quelle est la spécificité de votre agence de communication EM Com ?

Joann MALONGO

« Repenser la communication des professionnels ». C'est la quintessence même de notre Agence. L'entièreté de nos services et produits provient de cette condition. Et les résultats sont palpables. Partant de l'organisation d'événements de haute valeur



comme le Salon made in Gabon ou la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail. Ou l'établissement de plusieurs chartes graphiques (créations visuelles de logoss, flyers, sites web, etc.) de grandes entreprises locales en arrivant à la conception d'un annuaire papier inédit, nous faisons nos preuves.

ENOROMI MAGAZINE Votre produit phare, c'est l'annuaire que vous avez récemment présenté. En quoi cela est-il une innovation ?

Joann MALONGO

Nous n'avons pas présenté un annuaire, nous avons présenté « l'Annuaire de demain ». Il est inédit, dynamique, mais surtout innovant, car nous apportons une réelle solution aux professionnels à travers ce support de communication made in Gabon.

Pour résumer, EM Guide est une solution qui permet aux professionnels de communiquer sur l'entièreté de leurs produits et services en permettant à leurs clients de consommer cela avec une facilité déconcertante.

ENOROMI MAGAZINE Pensez-vous que son modèle économique est viable dans un contexte où tout le monde a désormais accès aux nouvelles technologies ?

Joann MALONGO

EM Guide est un projet de 8 ans. Nous avons pris le temps de le penser puis de le tester et présentement, le mettre en œuvre. Son modèle économique est adapté au contexte universel. Jusque-là, nous en sommes pleinement satisfaits.

ENOROMI MAGAZINE C'est une nouvelle année qui débute et c'est généralement le moment des grandes résolutions et projections. Comment entrevoyez-vous 2021 pour vos activités ?

Joann MALONGO

Mes collaborateurs et moi sommes focus sur notre but. À travers EM Guide nous comptons dynamiser la communication des professionnels. Aussi, l'extension dans le marché sous-régional est-il déjà en cours. EM Guide Cameroun, Congo et Côte d'Ivoire verront le jour en 2022.

ENOROMI MAGAZINE Vous évoluez dans un secteur d'activité hyper concurrentiel. De plus, 2019 a été une année compliquée pour vous, comment EM Com parvient-il à tirer son épingle du jeu ?

Joann MALONGO

EM COM a pu préserver la confiance de ses clients de plus de 5 ans. Les budgets qu'ils nous allouent sont revus à la baisse certes, mais leur satisfaction demeure la même. De ce fait, nous arrivons à acquérir de nouveaux clients qui ne disent que du bien de nos prestations. ●

*Propos recueillis par
Christian BOUA*

INTERNATIONAL

PLANS DE RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID-19

QUELLES STRATÉGIES MISES EN ŒUVRE PAR LES PAYS ?



Jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale l'humanité n'avait été confrontée à une telle situation : économies en berne, croissances négatives, explosion de la dette publique et un chômage en hausse. Avec la mise sur le marché des vaccins, l'espoir est de retour dans les pays qui sont lourdement frappés par le Covid-19, d'où la mise œuvre de plans de relance qui ont pour objectif de remettre le plus vite possible des économies gravement atteintes depuis près de 10 mois. Tour d'horizon des différentes stratégies.

Plan de relance ou plan de soutien aux USA ?

L'élection présidentielle américaine du 3 octobre dernier qui a vu la victoire du démocrate Joe Biden face au président sortant et candidat républicain Donald Trump a profondément clivé l'Amérique. En effet, à peine ré-élu, le président républicain du Sénat Mitch McConnell a déjà fait savoir qu'il souhaitait le vote d'un stimulus fiscal en non d'un véritable plan de relance pour l'économie américaine post Covid-19. Pour les démocrates, en tête

desquels Nancy Pelosi, il faudrait au contraire un véritable plan de plan de relance qui pourrait ramener sur les rails une économie déjà lourdement impactée par la pandémie du Covid-19. Avec des contaminations qui ont dépassé la barre des 100 000 cas et 3 000 décès quotidiennement, le pays de l'oncle Sam n'a d'autre choix que faire appel à la planche à billets pour soutenir son économie. Mais pour cela, républicains et démocrates doivent s'entendre sur un montant. Pour les républicains, le soutien de 1800 milliards de dollars proposé par le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin est largement suffisant pour relancer l'économie après le Covid-19, ce qui est jugé au contraire largement

insuffisant par les démocrates qui souhaitent eux un plan de relance de 2300 à 2500 milliards de dollars. Ce plan de relance doit permettre aux entreprises des secteurs sinistrés comme les transports, la restauration, l'hôtellerie et le divertissement de garder la tête hors de l'eau, de même qu'un soutien direct aux collectivités locales qui sont en première ligne face au coronavirus.

Pour l'heure, les négociations entre élus républicains et démocrates du congrès ont repris en ce qui concerne le soutien à apporter à l'économie jusqu'au changement d'administration le 21 janvier 2021. Pour rappel, Donald Trump les avait rompus uni-

latéralement le 6 octobre dernier. Pour les républicains, 500 milliards de dollars sont proposés contre 908 milliards pour les démocrates. Les premiers estiment que le gouvernement fédéral a suffisamment dépensé pour soutenir l'économie durant l'année en cours et souhaite donc un retour à plus d'orthodoxie budgétaire. Les seconds pensent plutôt qu'une aide massive doit être apportée aux foyers pour leur permettre de passer l'hiver et les fêtes de fin d'année où le chômage a encore augmenté de 4 millions de chômeurs en novembre 2020. Les premières aides débloquées en mars dernier arriveront à expiration le 31 décembre et ce sont des millions d'Américains qui risquent de se retrouver sans revenus au lendemain de la Saint-Sylvestre, s'ajoutant ainsi à la cohorte de personnes qui n'ont déjà plus droit à aucune aide et aux petites entreprises au bord de la faillite.

L'élection du 3 janvier prochain pour la désignation des sénateurs de l'État de Géorgie sera déterminante pour le mandat du 46e président Joe Biden. En effet, les 2 sièges en jeu pourraient lui permettre d'avoir la majorité absolue au Sénat, indispensable s'il veut réaliser son vaste plan de relance économique. En cas de défaite, il sait que les élus républicains ne le ménageront pas et mettront tout en œuvre pour que ce plan ne voie jamais le jour.

Un plan de relance à 750 milliards d'euros pour les Européens.

Deuxième continent le plus touché par la pandémie après les États-Unis, les Européens ont également dévoilé leur plan de relance économique post Covid-19. Après d'âpres négociations me-

nées à Bruxelles, les 27 pays membres de l'Union européenne ont annoncé le 21 juillet dernier un accord prévoyant un plan de 750 milliards d'euros pour soutenir leurs économies. Le financement de ce plan se fera sur la base d'un emprunt effectué par la Commission européenne. Le remboursement de cet emprunt se fera grâce à de nouvelles ressources comme la taxe sur le plastique non recyclé, la taxe carbone sur les produits importés hors UE, la redevance numérique, etc.

En ce qui concerne l'utilisation des fonds, 390 milliards seront accordés aux pays les plus durement touchés par la pandémie sous forme de subventions. Le reste le sera par le biais de prêts qui seront remboursés par les pays bénéficiaires. Toutefois, pour bénéficier de ce fonds, chaque pays devra faire évaluer son programme national de relance par la Commission européenne et le faire valider à la majorité qualifiée des 27. Ces différents programmes nationaux devront tenir compte des objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES) en 2030 et de l'objectif de neutralité climatique de 2050. En cas de manquement au respect de l'État de droit par certains pays, les conditions d'obtention de ce fonds pourraient être durcies.

La chine, première puissance à renouer avec la croissance.

Alors que les économies des grands pays industrialisés restent encore gravement impactées par la pandémie et que leurs populations subissent des vagues successives de confinement, le «dragon d'Asie» semble être sorti

d'affaire. En effet, au quatrième trimestre, l'économie chinoise affiche une croissance solide de +4,9% selon les autorités. Elle serait même la seule économie selon les projections du FMI à avoir une croissance annuelle de +2% pour l'année 2020 contre -4,3% pour les États-Unis et -8,3% pour la zone euro.

La Chine avait relancé la production dans ses usines dès le mois d'avril et permis ainsi de fournir en matériel médical, informatique et industriel de nombreux pays qui avaient eu recours massivement au télétravail en période de confinement. Ainsi, le soutien à la consommation des pays étrangers a alimenté la demande d'importation de biens en provenance de Chine grâce notamment au commerce en ligne.

Même s'il a connu un décrochage par rapport à 2019, dont la croissance était de +6,1%, le pays a réussi à prouver de résilience. Point de départ de la pandémie, la Chine a réussi à endiguer rapidement la propagation du coronavirus et fait repartir l'économie du pays. Cependant, ces bons chiffres ne cachent pas une situation économique qui s'est fortement dégradée avec un chômage à la hausse. En outre, l'absence de système de protection sociale fait que des millions de Chinois ont basculé dans la précarité. L'augmentation de la consommation des ménages est plutôt due à une hausse de l'endettement qui atteint des proportions inquiétantes.

La relance de l'économie chinoise ne sera pas sans risque. Elle va plutôt nourrir les ressentiments envers un pays qui n'a pas toujours respecté les règles du commerce international et raviver les tensions avec Washington qui accuse régulièrement Pékin de pratiques illégales comme le dumping.

Plans de relance en cascade au Japon et en Corée du Sud.

Les 2 pays d'Asie ont annoncé des plans de relance pour leur économie. En effet, dans un contexte de baisse de la croissance économique en raison du ralentissement de l'activité américaine et de la hausse du cours des matières premières, les gouvernements nippons et sud-coréens ont décidé d'injecter respectivement 73 et 12 milliards d'euros.

Le plan de relance japonais consiste avant tout à des fiscalités d'emprunt, mais peu de déboursement de liquidités. Cette situation n'a rien d'anormal pour le pays le plus endetté des pays industrialisés. Quant au voisin sud-coréen, il va surtout procéder à d'importantes baisses d'impôts, l'objectif étant de relancer la consommation des ménages et l'investissement des entreprises en berne.

Un plan de relance à 245 milliards d'euros pour l'Inde qui entre en récession pour la première fois de son histoire.

Contrairement à son grand voisin chinois, l'Inde navigue dans les eaux troubles de la récession. Après un plongeon de -24% au premier trimestre et -8,6% au deuxième trimestre, l'économie indienne a connu

la première récession de son histoire selon les estimations de la Reserve Bank of India, la banque centrale indienne. Cette dernière prévoit une croissance annuelle de -9,5% pour 2020. Face à cette situation, les autorités indiennes ont annoncé un plan de relance immédiat de 30 milliards d'euros en faveur de l'emploi. Cette mesure vient compléter le plan de relance de 245 milliards annoncé en mai dernier par le Premier ministre Narendra Modi. En tout, ce seront près de 340 milliards de dollars qui auront été mobilisés par les autorités indiennes depuis le début de la pandémie, soit 15% du PIB du pays.

Pas de stratégies communes en Afrique.

De loin le continent le moins frappé par la pandémie, les économies africaines n'en ont pas moins souffert des conséquences économiques liées au Covid-19. La chute des cours des matières premières a impacté les économies africaines encore largement dépendantes de leurs exploitations. De même que la mise en place des mesures de confinement a privé des millions d'Africains de sources de revenus, les plongeant ainsi dans la pauvreté et la précarité. En outre, il n'y a pas eu jusqu'à ce jour une concertation quant à la mise en œuvre de stratégies communes au niveau sous régional ou régional pour relancer les économies suite à la pandémie du covid19. Aucune (CEDEAO, UEMOA, CEEAC, SADC, CEMAC, EAC, COMESA, CEN-SAD, etc.) n'a mis au point un plan de relance en son sein pour remettre en selle des économies gravement atteintes par un manque de ressources. Chaque pays s'est contenté de mettre en place un plan de relance national de son économie.



Au Gabon, un plan de relance économique sur trois axes.

Les autorités gabonaises ont dévoilé leur plan de relance économique post Covid-19 contenu dans la Stratégie de relance économique (SRE). Il s'agit d'un plan triennal 2021-2023 en 3 axes à savoir : la transformation structurelle de l'économie, la création de richesses plus inclusives et créatrices d'emplois et enfin l'assainissement des finances publiques.

L'objectif affiché est de retrouver un solde budgétaire à l'équilibre avec des recettes avoisinant 18,3% du PIB. Dans cette stratégie, les finances publiques devront donc permettre d'optimiser les recettes pétrolières, de réformer la fiscalité foncière, de formaliser le secteur informel, de taxer les opérations de monnaie électronique, de rationaliser les dépenses et de reconstituer une épargne nationale. ●

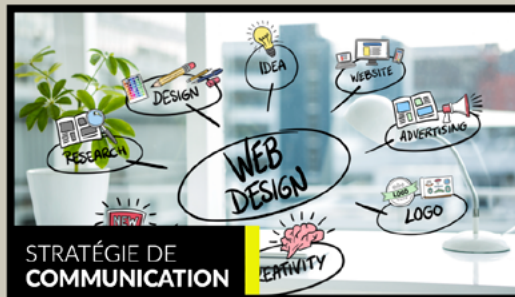
Jean Paul Augé OLLOMO

SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



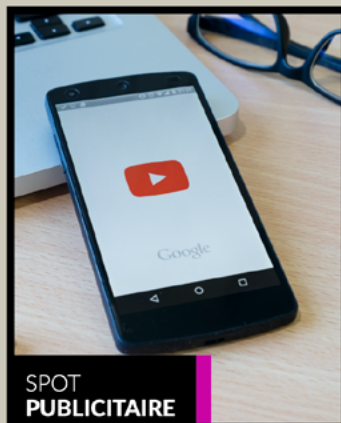
STRATÉGIE DE
COMMUNICATION



GRAPHIC
DESIGN



ÉDITION



SPOT
PUBLICITAIRE



RELATIONS
MEDIA/PRESSE

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Mise en oeuvre
Elaboration des axes de communication
Choix des canaux de planification des actions de communication

ÉDITION

Journaux d entreprises
Magazines
Rapports annuels

SPOT PUBLICITAIRE

Spot TV et Radio
Spot d'Affiche
Video

GRAPHIC DESIGN

Charte graphique
Identité visuelle
Marketing et Publicité

RELATIONS MEDIA/PRESSE

Plan media
Dossier de conference de presse
Communication digitale



SCG-Ré

Nouveau Siège Social !



La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) a le plaisir d'informer sa clientèle et ses partenaires du **changement de son Siège Social**.

Nos nouvelles coordonnées sont les suivantes :

📍 **2080, Boulevard de l'Indépendance / Immeuble du Bord de Mer**

1er étage / Palier gauche

✉ **B.P. : 6757 Libreville Gabon Email : infos@scg-re.ga**

☎ **Tél. : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83 - 011 74 80 84 - 011 74 80 85**

Fax : (+241) 011 74 80 82

🌐 **Site web : www.scg-re.ga**

f **SCG-Ré**

